



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 15 - novembre 2021

Les Investissements Directs Etranger en AEOI

Editorial

Chers lecteurs,

Dans les pays que nous couvrons l'actualité COVID est marquée par l'arrivée des vaccins et les campagnes de vaccinations en cours (le Kenya a l'objectif de 10 millions de vaccinés d'ici fin décembre) d'une part, et par l'observation des effets du nouveau variant Omicron venu d'Afrique du sud tandis qu'une nouvelle vague (la 5ème) démarre en Europe avec le risque que cela peut faire peser sur la reprise mondiale et sur nos pays de l'AEOI.

Dans cette situation, on regrette de ne disposer d'éléments agrégés en matière d'IDE que de 2019 (sources CNUCED). Les IDE sont des indicateurs importants de l'attractivité d'un pays, une composante essentielle de sa balance des paiements, et un signe de la bonne santé économique d'un pays. Les années COVID ont-elles bien été, comme on le suppose, des années de ralentissement des flux d'IDE dans nos pays, voire de flux sortants ? En tout état de cause nous dressons dans ce numéro de notre Lettre mensuelle un bilan des IDE dans la région à la veille du COVID. Et les résultats peuvent surprendre. Sur les 15 pays que nous couvrons, le stock d'IDE global est ainsi passé de 8,7 Mds USD en 2000 à 131 Mds USD en 2019. Une croissance annuelle moyenne de 15,5% pour la région AEOI, supérieure à celle de l'Afrique globalement. On voit donc un véritable bond en avant. Cela correspond à la période où l'Afrique a attiré l'attention des entreprises pas seulement en tant que terre d'exportation mais aussi en tant que porteuse de croissance future.

Je vous souhaite à tous une très bonne lecture de cette lettre économique régionale et remercie nos collègues d'Addis Abeba, Dar es Salam, Kampala, Khartoum, Kigali et Tananarive pour leur travail, et Héloïse Tournoux, Sary Zoghely et Louis Bertrand pour leur travail de synthèse.

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique régional

Sommaire

- Communauté d'Afrique de l'Est : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie
- Corne de l'Afrique : Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Soudan
- Océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles
- Le graphique du mois
- Vos contacts SE/SER

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

Investissement direct étrangers et français en Afrique de l'Est et Océan Indien

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI) s'établit à 131,0 Mds USD, en hausse de 13,0 % en 1 an. Alors qu'il s'élevait à 8,7 Mds USD en 2000, ce stock a connu une croissance continue, en moyenne de 15,5 % par an depuis 2000. Selon la CNUCED, avec 21,8 % du stock d'IDE de l'AEOI en 2019 (28,5 Mds USD), le Soudan est le plus gros détenteur de stock de la zone, suivi par l'Éthiopie (24,9 Mds USD ; 19,0 %), la Tanzanie (21,8 Mds USD ; 16,7 %) et le Kenya (15,7 Mds USD ; 12,0 %). En 2019 et pour la première fois depuis 2013 (-9,4 % ; 8,4 Mds USD), les flux d'IDE entrant en AEOI ont diminué de 10,8 % pour s'établir à 9,0 Mds USD, soit une baisse de 1,1 Mds USD après l'année record (10,1 Mds USD) de 2018. En 2018, le stock d'IDE français en AEOI s'élève à 2,7 Mds EUR, en hausse de 2,1 % en un an et de 118,7 % depuis 2012.

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI) s'établit à 131,0 Mds USD, en hausse de 13,0 % en 1 an. Alors qu'il s'élevait à 8,7 Mds USD en 2000, ce stock a connu une croissance continue depuis les années 2000, en moyenne de 15,5 % par an. Cette croissance du stock d'IDE en AEOI est supérieure à celle de l'Afrique dans sa globalité (10,4 %), lui permettant de compter pour 13,7 % du stock d'IDE en Afrique en 2019, contre seulement 5,7 % en 2000.

Avec 21,8 % du stock d'IDE de l'AEOI en 2019 (28,5 Mds USD), le Soudan est le plus gros détenteur de stock de la zone. Celui-ci serait en grande partie dans les matières premières, l'agriculture, et les infrastructures de transport (portuaire). Il est suivi en 2019 par l'Éthiopie (24,9 Mds USD ; 19,0 %), la Tanzanie (21,8 Mds USD ; 16,7 % ; ressources minières), le Kenya (15,7 Mds USD ; 12,0 % ; activités financières et de l'assurance et TIC) et l'Ouganda (14,3 Mds USD ; 10,9 %). Alors que cette première place était détenue par la Tanzanie jusqu'en 2002 (32,0 %), le Soudan (avant et après indépendance du Soudan du Sud), l'occupe depuis cette date. Les stocks d'IDE les plus faibles de la région sont observés aux Comores (129,06 MUSD ; 0,1 %), au Burundi (227,7 MUSD ; 0,2 %) en Érythrée (1,1 Mds USD ; 0,9 %).

Depuis 2012, en terme absolu, l'Éthiopie est le pays qui a vu la plus forte augmentation de son stock d'IDE : + 19,8 Mds USD (+387,6 %) en 7 ans. Elle est suivie par la Tanzanie (+9,1 Mds USD ; +71,3 %), le Soudan (+8,8 Mds USD ; 44,4 %) et le Kenya (+7,5 Mds USD ; +90,1 %).

En proportion du PIB, le stock d'IDE le plus important se retrouve aux Seychelles (199,0 % du PIB en 2019), suivies par le Soudan (84,9 %), l'Érythrée (56,6 %), Madagascar (54,8 %) et Djibouti (52,5 %). Aux Comores, plus petite économie de l'AEOI (PIB de 1,2 Mds USD), les IDE ne représentent que 10,9 % du PIB. Au Kenya, plus importante économie de la zone avec un PIB de 100,1 Mds USD selon le FMI, les IDE représentent seulement 15,7 % du PIB.

En 2019, l'AEOI a compté pour 19,9 % des flux d'IDE dirigés vers l'Afrique, relativement stable par rapport à 2018 (20,0 %) mais en baisse par rapport à 2017 (24,3 %). **En 2019 et pour la première fois depuis 2013 (- 9,4 % ; 8,4 Mds USD), les flux d'IDE entrant en AEOI ont diminué de 10,8 % pour s'établir à 9,0 Mds USD, soit une baisse de 1,1 Mds USD après l'année record (10,1 Mds USD) de 2018.** Cette baisse s'explique en grande partie celles observées en Éthiopie (-24,0 % ; -794 USD), au Kenya (-18,1 % ; -293,5 MUSD) et à Madagascar (-35,5 % ; -125,8 MUSD).

Depuis 2014, avec en moyenne 32,8 % des flux totaux dirigés vers l'AEOI, l'Éthiopie est tous les ans le plus important récipiendaire d'IDE de l'AEOI. En 2019, elle est suivie par le Kenya (14,8 %), l'Ouganda (14,0 %) et le Soudan (12,3 %). L'Éthiopie a compté pour jusqu'à 44,8 % des flux annuels d'IDE entrant en AEOI en 2016.

En 2019, les flux d'IDE entrants ont compté en moyenne pour 3,2 % du PIB des pays de l'AEOI. Ils ont été relativement les plus importants aux Seychelles (7,9 %), à Djibouti (5,4 %) et au Rwanda (4,1 %) ; et les moins au Burundi (0,03 %) et au Comores (0,7 %).

La répartition des investissements étrangers reste indicative, de nombreux IDE transitent par des entités domiciliées à Maurice. Cette dernière est, selon les données, le principal investisseur au Kenya (20,8 % du stock) en 2019 et au Rwanda (37,9 %) en 2018 ; le deuxième investisseur des Seychelles (13,4 %) et de Madagascar (26,3 %). **En outre, les données ne sont pas toujours disponibles et s'arrêtent au mieux en 2019**, ce qui ne permet en rien de prendre en compte l'impact de la crise sanitaire. D'autres événements comme l'entrée et la sortie de liste grise peuvent également affecter les IDE.

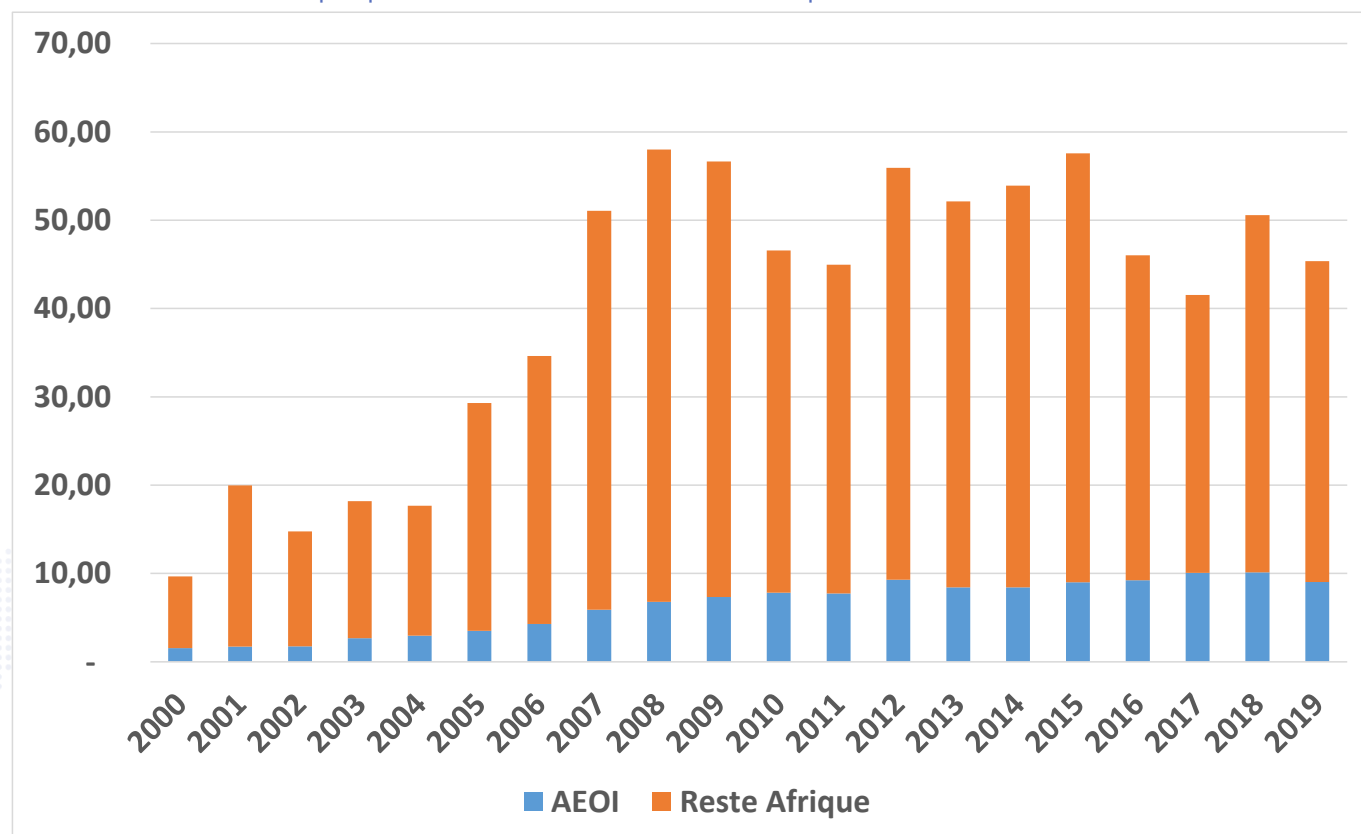
La France, de son côté, est le 1^{er} investisseur à Madagascar (1,2 Md USD, soit 40,5 % du stock total d'IDE en 2019) et en **5^{ème} position au Kenya** (753,3 MUSD ; 8,1 % du stock en 2019).

En 2018, le stock d'IDE français en AEOI s'élève à 2,7 Mds EUR, en hausse de 2,1 % en un an et de 118,7 % depuis 2012. Les principaux pays où le stock d'investissement français est le plus important sont Maurice (45,6 % du stock d'IDE français en AEOI), le Kenya (24,5 %) et à moindre mesure Madagascar Maurice (28,5 %) et les Seychelles (183,7 MEUR ; 6,8 %). Le principal secteurs d'investissements français est celui des services.

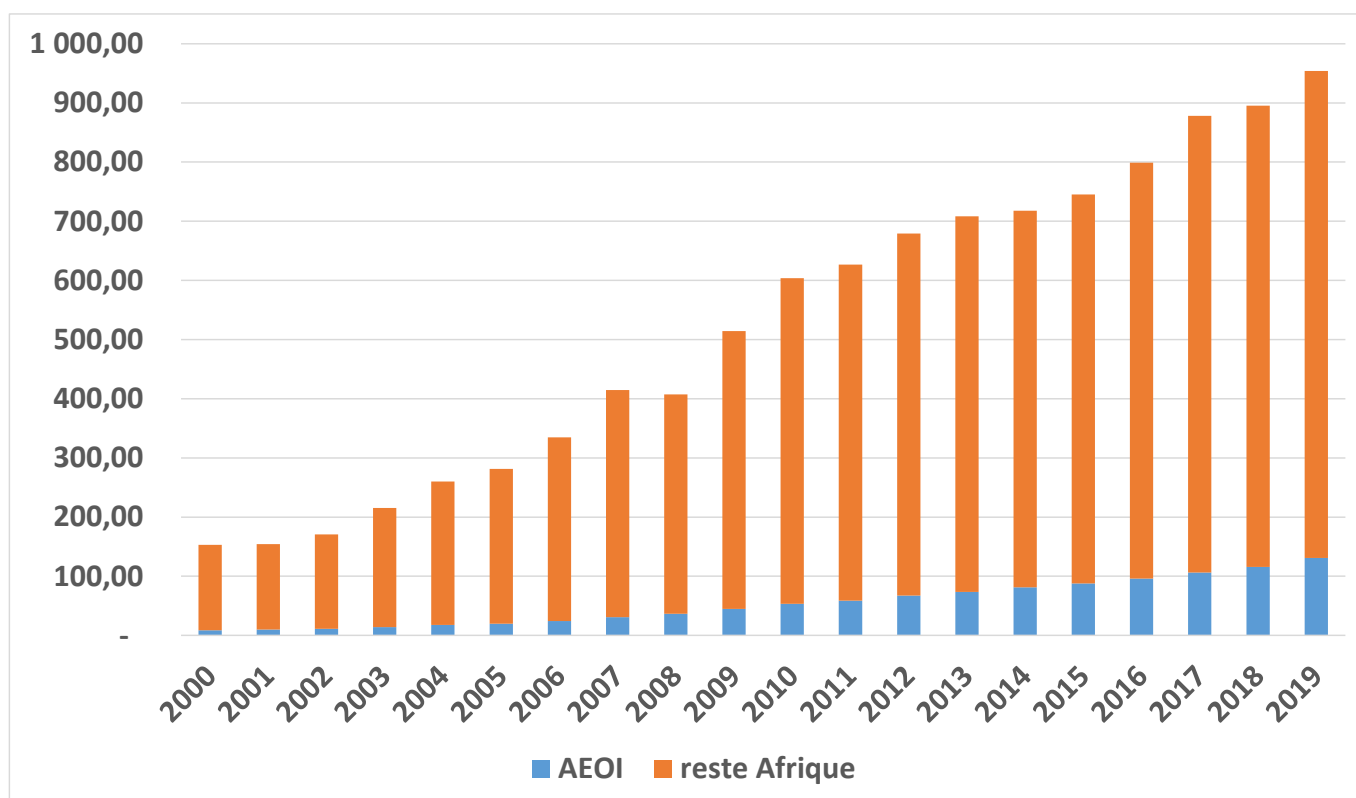
L'AEOI voit en son sein les pays ayant le meilleur classement au *Doing Business 2020* de la Banque Mondiale en Afrique, comme les moins bien classés au monde. En première place Maurice, 1^{er} pays africain et (sur 54) 13^{ème} mondial (sur 190), vient ensuite le Rwanda (2^{ème} en Afrique ; 38^{ème} dans le monde) et le Kenya (4^{ème} ; 53^{ème}). A l'opposé du classement, on trouve, comme pays de la zone, le Soudan du Sud (51^{ème} ; 185^{ème}), l'Erythrée (53^{ème} ; 189^{ème}) et la Somalie (54^{ème} ; 190^{ème}). Il en est de même pour le classement de la perception de la corruption de *Transparency international*. Alors que les Seychelles (1^{ère} place en Afrique ; 27^{ème} mondiale), le Rwanda (4^{ème} ; 49^{ème}) et Maurice (5^{ème} ; 52^{ème}) sont les pays de la zone où la perception de la corruption fait partie des moins élevée en Afrique, le Burundi (46 ; 169), le Soudan (52 ; 174) et la Somalie (53 ; 179) font figures de mauvais élèves. **Enfin, des évolutions rapides pourraient avoir lieu**, portées par le volontarisme politique, au Rwanda par exemple, où le gouvernement cherche à attirer des investisseurs en améliorant l'environnement des affaires, ou en Tanzanie.

Dans un contexte d'endettement élevé qui remets en cause les modèles de développement basés sur l'investissement public, les pays de l'AEOI ont la nécessité d'attirer plus d'IDE. (Voir la Lettre mensuelle de l'AEOI du mois de septembre)

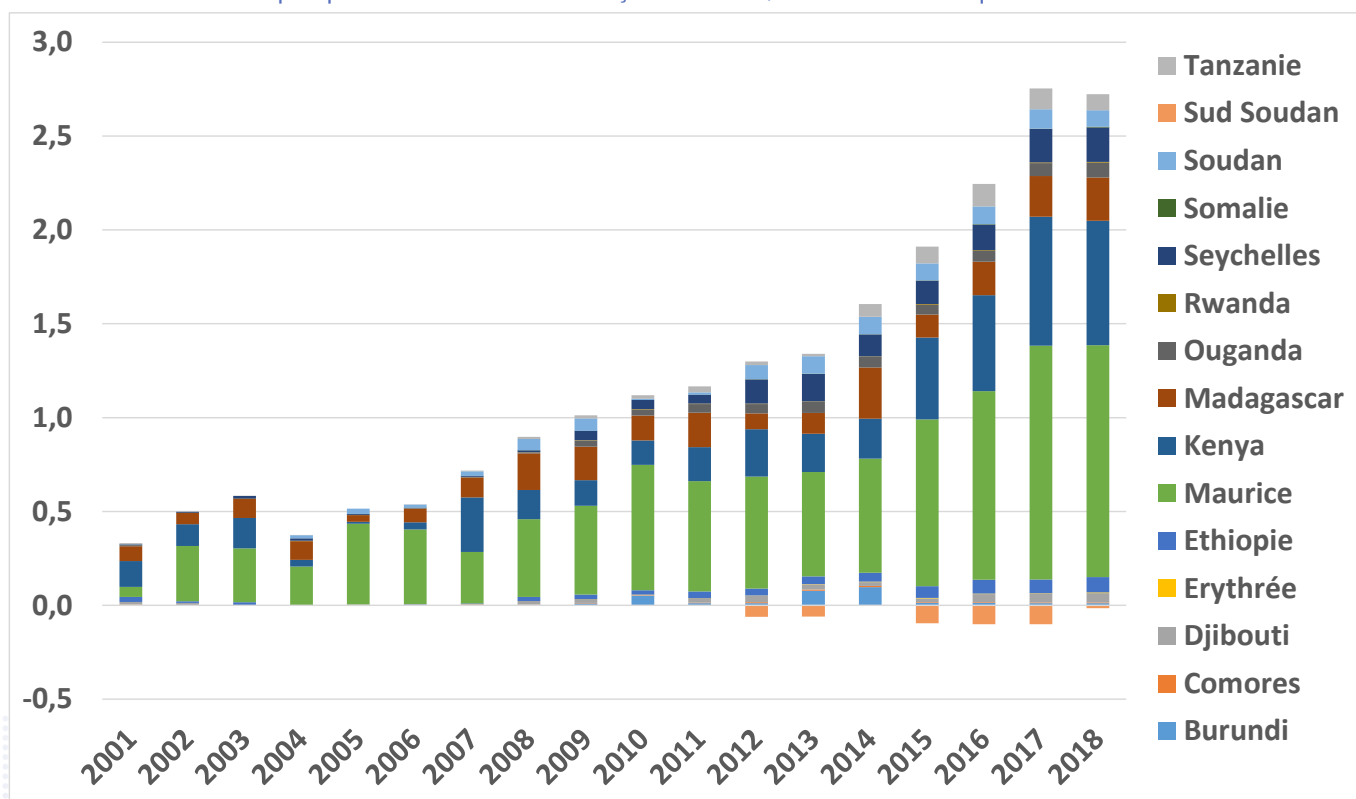
Graphique 1 : Flux d'IDE en AEOI et en Afrique, Mds USD - CNUCED



Graphique 2 : Stock d'IDE en AEOI et en Afrique, Mds USD - CNUCED

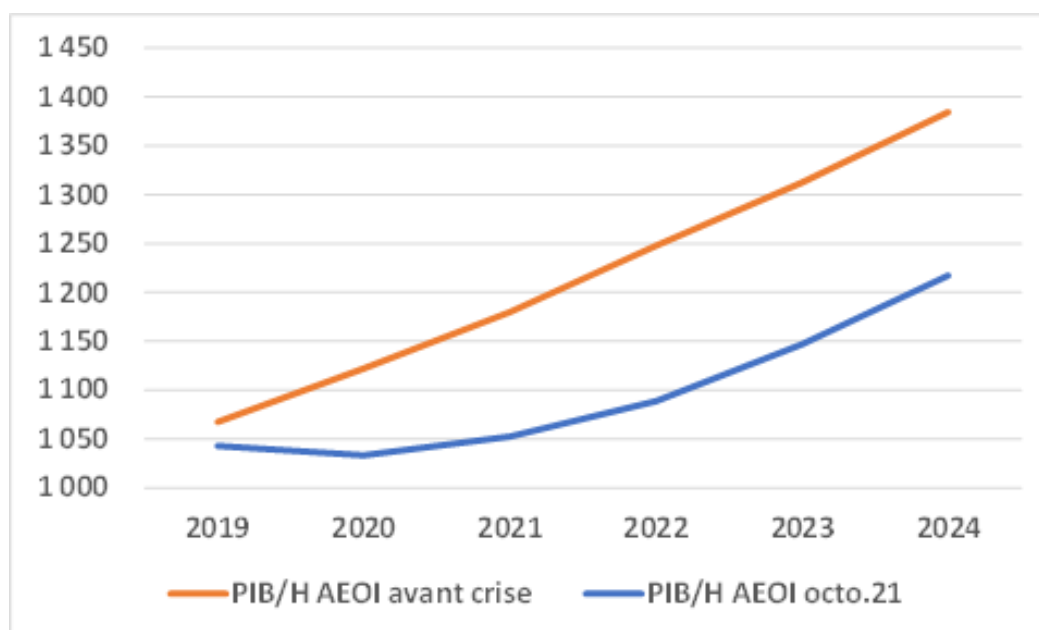


Graphiques 3 : Stock d'IDE français en AEOI, Mds EUR – Banque de France



Le graphique du mois

Impact à long terme de la crise sur le PIB par habitant de l'AEOI



Alors qu'avant la crise le PIB par habitant (PIB/H) de l'AEOI devait croître de 29,7 % entre 2019 et 2024 pour atteindre 1 385 USD (soit une croissance annuelle moyenne de 5,3 %), celui-ci ne croîtrait que de 16,7 % (3,1 % par an) et atteindrait 1 217 USD en 2024. Cette révision à la baisse de la croissance prévue du PIB/H entre 2019 et 2024 est particulièrement marquée pour l'Erythrée (30,7 % ; -45,4 pdp), Maurice (3,9 % ; -31,5 pdp), le Rwanda (11,2 % ; -27,0 pdp) et le Kenya (19,0 % ; -16,1 pdp). A horizon 2024, seuls le Soudan (+24,9 pdp ; 14,6 %), les Seychelles (+4,9 pdp ; 28,7 %) et le Soudan du Sud (+2,0 pdp ; 13,2 %) verraient leur PIB par habitant (PIB/H) croître plus rapidement que lors des prévisions d'avant crise. Pour les deux Soudan, cette amélioration proviendrait principalement de la mise en place (ou future mise en place) de programmes FMI, d'un retour des bailleurs et, pour le Soudan seul, de l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTe1. Cette révision à la baisse est cependant moins importante que celle prévue par le FMI en avril 2021, où la croissance du PIB/H dans l'AEOI s'établissait à 13,3 % entre 2019 et 2024, soit 2,5 % de croissance annuelle moyenne.

1 Cette prévision a toutefois été réalisée avant le coup d'Etat militaire du 25 octobre

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



Investissements étrangers et français au Burundi

En 2019, les flux nets entrants (1 MUSD2 ; moins de 0,1 % du PIB), ont connu une légère hausse de 6,2 % par rapport à 20183. Le stock d'IDE au Burundi s'établit à 228 MUSD (7,6 % du PIB), en hausse de 0,4 %. Le Burundi souhaite mobiliser les IDE dans le secteur agricole (diversification, transformation), ainsi que dans les infrastructures de transport, l'énergie et le secteur de l'eau. Les flux nets sortants auraient pour leur part connu une légère croissance en 2019, dépassant pour la première fois 1 MUSD depuis 2013

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) au Burundi s'établit à 228 MUSD, en hausse de +0,4 % par rapport à 2018, après plusieurs années de baisse. **Cette hausse est due à un apport de +1 MUSD de flux nets entrants.**

Les flux nets d'IDE vers le Burundi se sont maintenus à 1 MUSD entre 2018 et 2019. Les flux sortants sont pour leur part passés de 0 MUSD en 2018 à 1 MUSD en 2019.

La répartition sectorielle des stocks d'IDE reste *a priori* stable, principalement concentrée dans les secteurs minier et agricole4. Après un flux négatif important de -96,4 MUSD en 2015, suite aux sanctions européennes visant le Burundi, les flux nets d'IDE français au Burundi s'établissent à 23,3 KUSD en 2018. Ces flux sont majoritairement dirigés vers les activités immobilières. Ces montants limités s'expliquent par l'isolement du Burundi pendant plusieurs années, limitant les possibilités d'investissement dans le pays entre 2015 et 2021. **Le stock d'IDE français a, entre 2016 et 2018, baissé de 7,1 % pour s'établir à 12,3 MUSD.**

Le Burundi s'oriente vers une plus grande ouverture aux investissements étrangers, malgré un classement au *Doing Business* de la Banque Mondiale passé de 164^{ème} en 2018 à 166^{ème} en 2020. L'impôt sur les sociétés représente 1 % du chiffre d'affaires si les bénéfices sont inférieurs à 30 % du chiffre d'affaires, les contributions sociales payées par l'employeur s'élèvent à 6 % et le montant total des taxes s'élève à 41 % des profits (contre 47 % en moyenne en Afrique subsaharienne)5. Le Burundi impose que 10 % des actions du secteur minier soient détenues par le gouvernement, et demande un investissement initial de 50 000 USD pour les entreprises étrangères du secteur, règle non-applicable aux entreprises nationales6. L'adoption d'une loi sur l'investissement en juin 20217, permettant notamment des exonérations de frais pour les ressortissants de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (CAE), l'acquisition facilitée de propriétés pour les entreprises étrangères et la création d'une agence de promotion des investissements. Seules les entreprises étrangères portant un projet d'investissement d'au moins 500 KUSD sont toutefois concernées. **Le pays dispose de 4 accords bilatéraux sur les investissements avec européens**, 4 africains, ainsi qu'avec la Turquie et les Emirats Arabes Unis8. La France et le Burundi ne disposent cependant pas d'un accord de non-double imposition.

En 2019, le stock d'IDE burundais à l'étranger s'établit à 3 MUSD, en hausse par rapport à 2018 (2 MUSD). **Alors qu'ils étaient inférieurs à 0,5 MUSD depuis 2014, les flux nets d'IDE burundais sortants s'établissent à 1 MUSD en 2019.**

² [Beyond 20/20 WDS - Affichage de tableau - Investissement étranger direct : flux et stock entrants et sortants, annuel \(unctad.org\)](https://unctad.org/fr/Investissement-etrangier-direct-flux-et-stock-entrants-et-sortants-annuel)

³ [Foreign direct investment, net inflows \(BoP, current US\\$\) - Burundi | Data \(worldbank.org\)](https://data.worldbank.org/SDG/SH.UY.CV.ND.BV)

⁴ [Investir au Burundi \(agence-adocc.com\)](https://agence-adocc.com/)

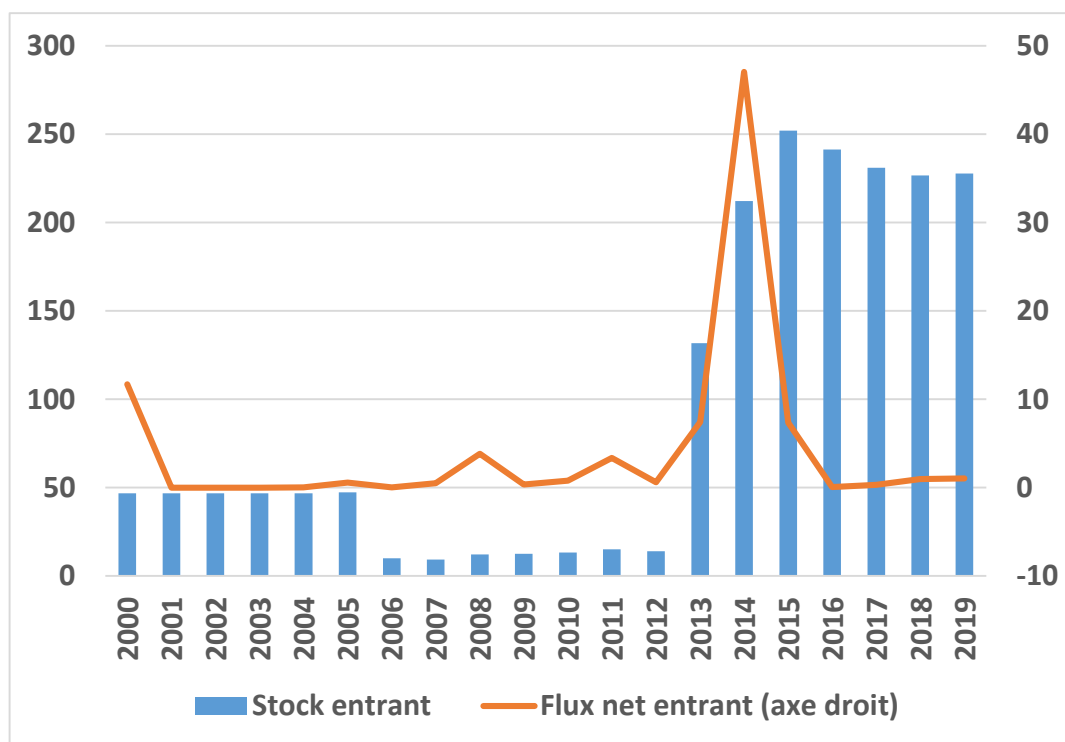
⁵ [Investir au Burundi \(agence-adocc.com\)](https://agence-adocc.com/)

⁶ <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/burundi/investir-3>

⁷ <http://www.droit-afrique.com/uploads/Burundi-Code-2021-investissements.pdf>

⁸ <https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/32/burundi>

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, MUSD - CNUCED



Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya Par le SER de Nairobi



Investissement étrangers et français au Kenya

En 2019, les flux entrants nets (47,8 Mds KES ; 418,1 MUSD ; 0,9 % du PIB), ont ralenti de 38,6 % par rapport à 2018. Le stock d'IDE étrangers au Kenya s'établit à 940,9 Mds KES (9,3 Mds USD ; 18,6 % du PIB), en hausse de 8,1 %. Les principaux détenteurs du stock d'IDE kenyan sont Maurice (20,8 %), l'Afrique du Sud (15,0 %) et le Royaume-Uni (12,1 %), la France se classant en 5ème position (8,7 %), second après le Royaume-Uni (en forte baisse) et premier des Etats membres de l'UE. Le Kenya souhaite mobiliser fortement les IDE dans l'industrie et l'agriculture, et soutenir les partenariats avec le secteur privé en matière d'infrastructures, de logement et d'accès à la santé. De son côté, les principaux stocks d'IDE sortants kenyans sont l'Ouganda (25,6 %), suivi de la Tanzanie (23,3 %) et de Maurice (14,4 %).

En 2019, selon l'institut statistique kenyan, le stock des investissements directs étrangers (IDE) au Kenya s'établit à 9,3 Mds USD, en hausse de +8,1 % par rapport à 2018. Cette hausse se décompose en deux : +471,7 MUSD de flux net entrants, et +220 MUSD d'effet de valorisation positive. Le stock de prise de capital et autres participations augmente de 11,5 % pour s'établir à 773,9 Mds KES (6,8 Mds USD) alors que le stock d'instruments de dette nets diminue de 5,5 %, s'établissant à 167,0 Mds (1,5 Mds USD) KES en 2019.⁹

La répartition sectorielle des stocks d'IDE reste relativement stable à l'exception de la montée ces dernières années des investissements dans les TIC : activités financières et de l'assurance (33,2 % ; 33,9 % en 2016), les TIC (16,1 % ; 8,5 %), le commerce de gros et de détails (15,4 % ; 17,7 %) et le secteur manufacturier (14,8 % ; 19,6 %).

Les flux net d'IDE vers le Kenya ont diminué de 38,6 % en 2019 pour s'établir à 47,8 Mds KES (418,1 MUSD ; 0,9 % du PIB contre 1,5 % en 2018). Alors que les flux entrants restent relativement stables (respectivement 115,4 et 112,0 Mds KES en 2018 et 2019 ; 1,0 et 0,9 Mds USD), cette baisse des flux nets d'IDE en 2019 provient d'une hausse (+70,7 %) des flux sortants, qui s'établissent à 64,2 Mds KES (0,5 Mds USD) en 2019, contre 37,6 Mds KES (0,3 Mds USD) l'année précédente.

En 2019, les flux d'IDE vers le Kenya ont vu un retrait des européens (41,0 % en 2018 ; 6,5 % en 2019) au profit des pays africains (32,0 % ; 52,7 %), alors que ceux en provenance d'Asie restent relativement stables (19,2 % ; 22,4 %). En Europe, le principal pourvoyeur de flux d'IDE en 2019 est la Suisse (28,9 MUSD ; 6,9 % des IDE entrants totaux ; -19,8 % par rapport à 2018), suivie par les Pays-Bas (11,4 MUSD ; 2,8 % ; -72,6 %). **Les principaux investisseurs africains au Kenya sont Maurice (128,6 MUSD ; 30,8 % en 2019 ; 18,3 % en 2018), l'Afrique du Sud (61,2 MUSD ; 14,7 % ; 6,1 %) et la Tanzanie (35,0 MUSD ; 8,4 % ; 4,8 %).** **En 2019, la France est le 5ème détenteur du stock net d'IDE kenyans (8,1 %).** **Après 3 années de flux positifs, le flux net d'IDE français en direction du Kenya a diminué pour s'établir en négatif en 2019 (-0,5 Mds KES ; -4,4 MUSD).** Cette diminution s'explique par une hausse des retraits de capitaux (56,0 MUSD, x10 par rapport à 2018) alors que les investissements sont restés relativement stables (51,6 MUSD contre 59,5 en 2018). Le stock d'IDE français a, entre 2016 et 2019, augmenté de 79,5 % pour s'établir à 76,0 Mds KES (664,7 MUSD). A titre de comparaison, la Chine (67,7 % de la dette bilatérale en 2019) et le Japon (13,4 %), les deux premiers créanciers bilatéraux du Kenya devant la France (7,21 %), ne représentent que 0,5 % et 0,8 % du stock d'IDE en 2019, contre 1,1 % et 1,6 % en 2016. Les principales entreprises porteuses de ces IDE français sont Total et Rubis, dans le secteur de la distribution d'hydrocarbures, et dans les secteurs productifs L'Oréal et Schneider Electric, tandis que le secteur de la logistique reste aussi porteur (Bolloré, AGS, CEVA).

Le Kenya s'oriente vers une plus grande ouverture aux investisseurs étrangers et a fait évoluer considérablement sa législation en ce sens depuis 2015¹⁰, permettant au Kenya de progresser progressivement

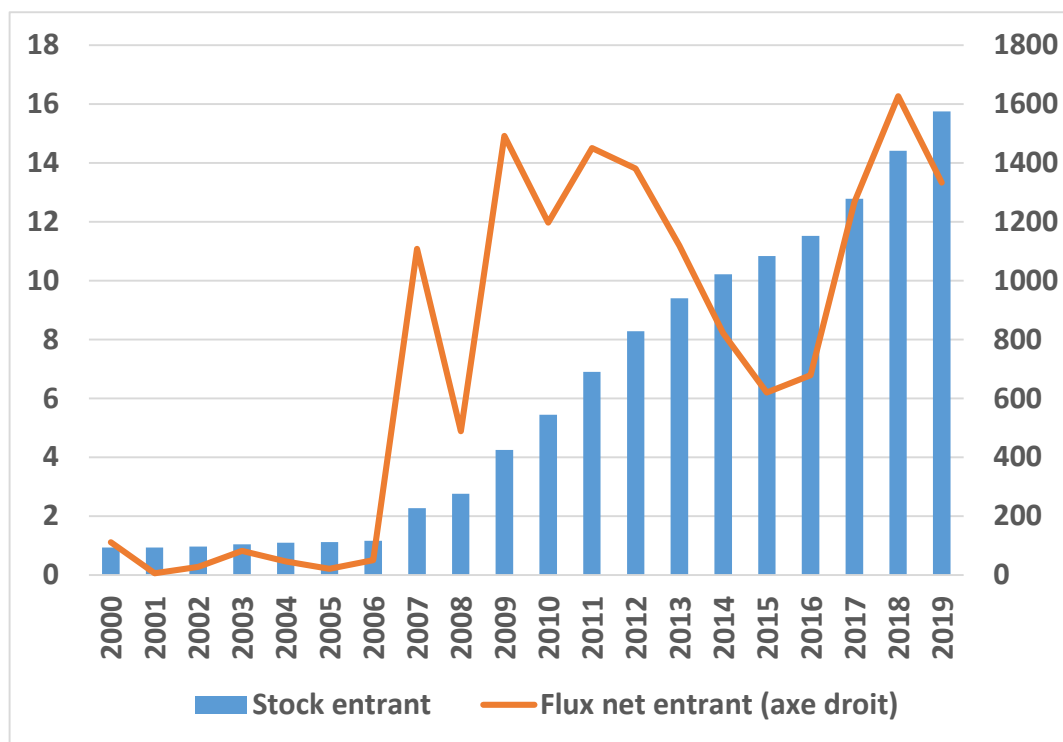
⁹ Les produits dérivés et *stock-options* s'inscrivent en hausse de 72,0 % à 17,2 Mds KES en 2019 tandis que les investissements en portefeuille, plus volatiles, diminuent de 1,1 % en 2019 et s'établissent à 95,9 Mds KES.

¹⁰ Le dispositif a été complété en septembre 2015 par le *Business Registration Act* et le *Companies Act*, qui visent à faciliter l'implantation des entreprises étrangères. Les pouvoirs publics ont également supprimé les restrictions à la participation étrangère dans les sociétés cotées à la bourse. Le dispositif des « Special Economic Zone » offre des avantages considérables aux investisseurs qui visent le marché de la CAE, tandis

au classement *Doing Business* de la Banque mondiale, passant de la 108ème en 2016 à la 56ème place en 2020. Sur le plan bilatéral, la France et le Kenya ont signé un accord de protection des investissements (API) ainsi qu'un accord de non-double imposition (NDI) en 2007, qui offre des garanties aux investisseurs, en ouvrant notamment la possibilité de recours à l'arbitrage international du CIRDI en cas de différend. L'intérêt des entreprises françaises pour le Kenya est croissant, le nombre d'implantations étant passé de 35 en 2012 à 110 aujourd'hui¹¹. Ces implantations ne se traduisent pas nécessairement par des flux d'IDE, d'abord, nombre d'entre elles commencent par établir un bureau de représentation, ensuite, l'implantation au Kenya passe souvent par une structure hors de France (Pays du Golfe, Afrique du sud, Pays-Bas, Maurice ou encore Royaume-Uni) ou par un investissement réalisé par le partenaire local, qui peut conduire à une reprise ultérieure.

En 2019, le stock IDE kenyens à l'étranger s'établit à 159,6 Mds KES (1,4 Mds USD). Alors qu'ils étaient négatifs en 2018 (-0,5 Mds KES ; -4,4 MUSD), les flux d'IDE nets kenyens vers l'étranger redeviennent positifs en 2019 et s'établissent à 0,5 Mds KES en 2019 grâce à des flux nets de prise de participation en capital de 2,9 Mds KES (25,4 MUSD) alors que les instruments de dettes ont connu des flux négatifs de -2,4 Mds KES (-21,0 MUSD). **Les principaux stocks d'IDE sortants kenyens sont en Afrique, avec l'Ouganda en première position (25,6 %), suivi de la Tanzanie (23,3 %), de Maurice (14,4 %) et du Soudan du Sud (8,4 %).** Les premiers pays non africains sont le Royaume-Uni et les Pays-Bas, avec, respectivement, 2,7 % et 2,3 %.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



que celui des « *Exports Processing Zones* » encourage les activités exportatrices. La création d'un guichet unique d'accueil des entreprises et la mise en place d'une procédure accélérée pour l'enregistrement des sociétés a complété le dispositif.

¹¹ Estimation du Service économique régional et de la Chambre de commerce française

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda Par le SE de Kampala



Investissements étrangers et français en Ouganda

L'Ouganda, pays enclavé, a particulièrement souffert de la fermeture des frontières et d'autres mesures affectant les transports. En effet, l'Autorité d'investissement de l'Ouganda a fait état de baisses importantes des investissements liées à la pandémie dans les secteurs du tourisme, des transports et de la construction, causées par une perturbation des chaînes d'approvisionnement, un ralentissement de l'activité économique et un report des décisions d'investissement. Après la hausse continue observée depuis 2016, les flux d'IDE à destination de l'Ouganda sont ainsi en baisse de 35% en 2020, ressortant à 823 MUSD (contre 1,3 Md USD l'année précédente).

En 2019/20, les investissements locaux prévus se sont élevés à 310 MUSD (37,4 % de l'ensemble des investissements prévus) contre 520 MUSD pour les investissements provenant de l'étranger (63 % des investissements totaux prévus).

En 2019, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Ouganda ont augmenté de près de 20%, passant de 1,1 Md USD 2018 à 1,3 Md USD, en raison de la poursuite du développement des principaux champs pétroliers et de l'*East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), ainsi que de projets dans la construction, la fabrication et l'agriculture, ou encore l'exploitation minière, le commerce de détail et les télécommunications. **Cependant, après plusieurs années de hausses consécutives importantes (+26,6 % en moyenne sur les 3 dernières années), en 2020, les flux entrants ont chuté de 34,6 % pour atteindre 823 MUSD.** Cette baisse est en partie imputable au ralentissement des travaux sur le projet pétrolier du lac Albert, conséquence de la pandémie mais aussi des désaccords qui ont pu exister entre le gouvernement et les compagnies pétrolières sur les aspects fiscaux. L'approbation du projet d'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est, d'une valeur de 3,5 Mds USD, qui se traduira par la construction d'un oléoduc de plus de 1 400 km entre l'Ouganda et le port maritime de Tanga en République Tanzanie, est par ailleurs de bon augure pour les investissements vers les deux pays. **Les flux d'IDE entrant en Ouganda proviennent majoritairement des Pays Bas (28,3 %), de Maurice (20,3 %), du Kenya (14,3 %), de l'Australie (8,1 %) et du Royaume-Uni (7,0 %).**

Le financement international de projets dans le pays a été gravement affecté par la crise sanitaire, qui a conduit plusieurs investisseurs à différer leurs décisions d'investissement. Selon *Uganda Investment Authority* (UIA), en 2019/20, les investissements locaux planifiés ont enregistré une baisse de 5,6 %, tandis que les IDE ont diminué à un taux plus élevé de 48,9 %. À noter, toutefois, le projet de centrale hydroélectrique d'Ayago, d'un montant de 1,4 Md USD, impliquant un financement chinois et qui a déjà été approuvé. **Malgré la pandémie, des aides ont été mises en place pour promouvoir les investissements dans les infrastructures**, notamment des avantages fiscaux pour accélérer le développement de parcs industriels, scientifiques et commerciaux¹².

Le stock d'IDE entrants est passé de 807,1 MUSD en 2000 à 5,6 Mds USD en 2010 pour atteindre 14,5 Mds USD en 2020. Ce stock a ainsi été multiplié par 2,6 et par 18 respectivement par rapport à 2010 et 2000.

L'accord de protection des investissements (API), en vigueur entre l'Ouganda et la France depuis décembre 2004, facilite les investissements français en Ouganda qui représentaient, en 2018, 1,6 % du stock d'IDE reçu par le pays.

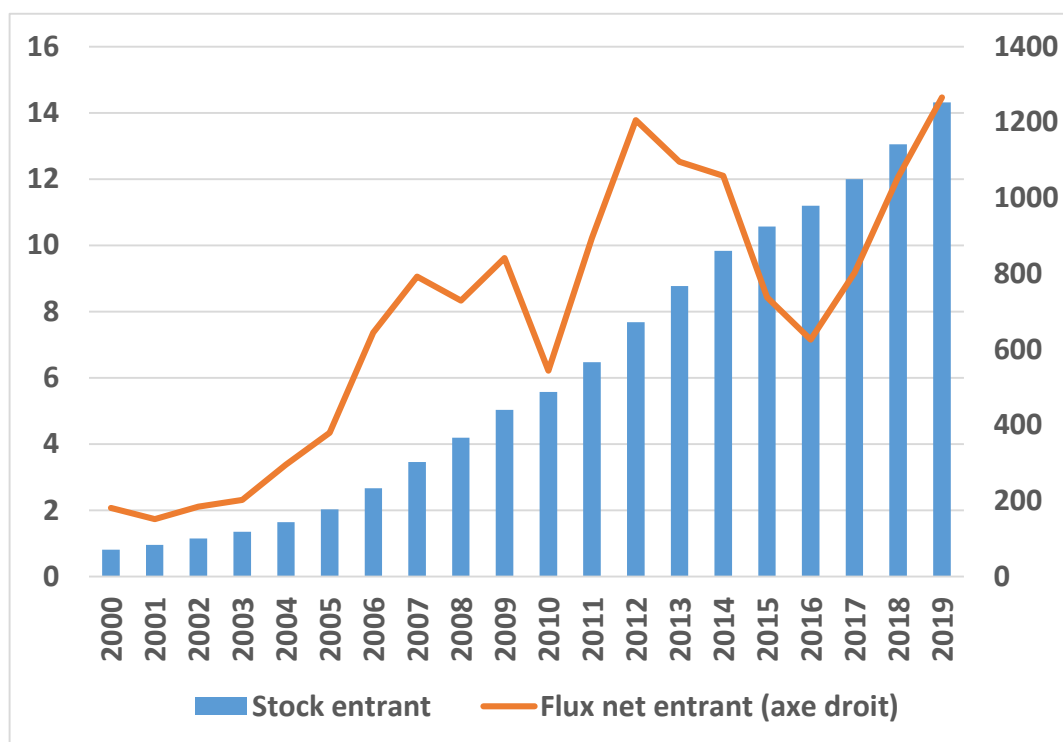
Les flux nets d'IDE français à destination de l'Ouganda s'élevaient à 7,8 MEUR en 2018, en forte augmentation par rapport à 2017 (1,9 MEUR). Ils sont en moyenne de + 1,9 MEUR depuis l'année 2000, avec un maximum de + 12,9 MEUR en 2013 et un minimum à - 8,9 MEUR en 2014. Les flux d'IDE français en Ouganda sont principalement destinés à deux secteurs : d'une part, la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution - en lien avec les grands projets conduits par le gouvernement avec le soutien des PTF, dont l'AFD ; d'autre part, les activités financières et d'assurance.

¹²Efforts de développement des infrastructures, telles que des routes goudronnées, l'alimentation industrielle en électricité et en eau, des stations centrales de traitement des eaux usées et des systèmes de gestion des déchets solides

Le stock total d'IDE français en Ouganda s'établissait à 79,1 MEUR en 2018, principalement destinés aux trois secteurs suivants : le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles ; la santé humaine et l'action sociale ; la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution.

Plus de 30 entreprises françaises sont installées en Ouganda, dans différents secteurs, notamment : l'énergie (Total, Engie), la logistique (Bolloré Africa Logistics, CMA-CGM), les infrastructures (Suez, Vinci, Egis), l'ingénierie (Cabinet Merlin, BRLI, IGN Fi, Artélia Group) ou les services (Newrest, CIS, ABC expat, AGS). **Les IDE français pourraient cependant sensiblement augmenter avec le lancement des travaux liés au projet d'exploitation pétrolière du Lac Albert**, qui représente un investissement d'environ 10 Mds USD et dont la décision finale d'investissement est attendue pour le premier semestre 2022. Plus d'une soixantaine d'entreprises françaises sont inscrites dans la base de données de *Petroleum Authority of Uganda*, listant les entreprises autorisées à participer à ce projet pétrolier, dont près d'une quinzaine seulement dispose d'une présence physique dans le pays. De même, les priorités affichées dans le Plan de développement 2020-2025, constituent des opportunités pour nombre d'entreprises françaises dans des secteurs où elles disposent d'un savoir-faire (Infrastructures, agroalimentaire, industrie manufacturière, extraction et la valorisation des minéraux, tourisme, santé). De même, les grands projets d'infrastructures et la stratégie de développement durable de l'agglomération de Kampala représentent également des opportunités pour les entreprises des travaux publics et de la construction.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda Par l'Ambassade de France au Rwanda



Investissement étrangers et français au Rwanda

Le gouvernement rwandais a mis en place de nombreuses incitations à l'investissement étranger en faisant valoir un climat des affaires favorable. En 2019, les flux entrants (420,2 MUSD ; 4,1 % du PIB), ont progressé de 10,0 % par rapport à 2018. En 2019, le stock d'IDE étrangers au Rwanda s'établit à 2,6 Mds USD (25,5 % du PIB), en hausse de 15,2 %. Les principaux détenteurs du stock d'IDE rwandais sont, en 2018, Maurice (37,9 %), le Kenya (8,0 %) et l'Afrique du Sud (7,9 %). La France ne fait pas partie des 7 premiers investisseurs du pays. Néanmoins, le récent réchauffement diplomatique conjugué à une présence accrue de sociétés françaises dans le pays devrait faire progresser la France dans les prochaines années. Le Rwanda mobilise principalement les IDE dans l'énergie, les télécommunications et les services financiers. Les investissements directs à l'étranger du Rwanda restent faibles avec 17,9 MUSD (1,7% du PIB) en 2018.

En 2019, les flux entrants d'IDE au Rwanda ont augmenté de 10,1 % pour atteindre 420,2 MUSD (4,1 % du PIB ; 381,9 MUSD en 2018). Ces derniers sont en progression constante depuis 2016 (+22,6 %) mais restent inférieurs à l'année record de 2014, où ils se sont établis à 456,9 MUSD. Entre 2017 et 2018, la hausse de 25,5 MUSD s'explique en grande partie par une augmentation des capitaux propres et des emprunts. Les fonds propres ont augmenté à 137,3 MUSD contre 78,2 MUSD enregistrés en 2017, en raison d'investissements dans de nouveaux projets dans le secteur de l'électricité et du gaz¹³.

Les flux entrants d'IDE dans le secteur de l'énergie représentent la part la plus importante du total avec 37,9 % du total en 2018. Les IDE dans le secteur des TIC sont en seconde position (21,3 %), provenant principalement des Pays-Bas et de la Corée du Sud. Le secteur financier arrive en troisième position (18,8 %), émanant en grande partie du Kenya et de Maurice. Les autres secteurs bénéficiaires sont l'industrie manufacturière (7,4 %), le commerce de gros (4,2 %), l'agriculture (4 %), le tourisme (0,7 %).

En 2018, les principaux pays à l'origine des flux entrants d'IDE sont Maurice (51,7 % des flux annuels)¹⁴ ; les Pays-Bas (17,4 %) ; le Kenya (6,9 %) ; les États-Unis (5,5 %), la Belgique (3,2 %) et le Royaume-Uni (1,7 %).

Entre 2018 et 2019, le stock d'IDE a augmenté de 15,2 % pour atteindre 2,6 Mds USD (25,5 % du PIB), dont les emprunts auprès des sociétés affiliées, les capitaux propres et les bénéfices de réinvestissement ont représenté respectivement 44,4 %, 39,0 % et 16,6 % du stock total d'IDE. Fin 2018, le stock entrant d'IDE était dominé par le secteur des TIC (29,1 %), suivi des secteurs financier (19,3 %), manufacturier (13,4 %), de l'énergie (11,0 %) et des autres secteurs (27,2 %). Les principaux détenteurs du stock d'IDE rwandais sont, en 2018, Maurice (37,9 %), le Kenya (8,0 %) et l'Afrique du Sud (7,9 %).

Le gouvernement rwandais cherche à attirer davantage d'IDE et a approuvé en 2015 un nouveau code d'investissement visant à offrir des allègements fiscaux et autres incitations aux investisseurs. En outre, le pays n'a pas de limite statutaire à la propriété ou au contrôle étranger, ni de stratégie économique ou industrielle officielle discriminant les investisseurs étrangers. En 2021, le gouvernement rwandais a adopté une loi qui prévoit des incitations pour réduire les coûts d'exploitation, attirer les talents et promouvoir l'innovation et la diversification dans les entreprises qui investissent dans le pays. Le Rwanda a également mis en place des incitations à l'investissement pertinentes pour les secteurs liés aux objectifs de développement durables : des taux d'imposition préférentiels pour les investisseurs qui entreprennent la production, la transmission et la distribution d'énergie, qu'elle soit solaire, géothermique, hydroélectrique, biomasse, méthane ou éolienne.

De plus, le Rwanda s'emploie à mettre en avant ses atouts pour se positionner comme hub régional voire continental sur divers secteurs. Le bon climat des affaires (2^{ème} pays africain au classement *Doing Business* 2020), conjugué à une situation politique stable et un gouvernement ouvertement « pro-business », en fait une destination intéressante pour les sociétés étrangères et notamment françaises. De fait, une trentaine de sociétés françaises sont présentes au Rwanda, dans des secteurs variés, via des filiales ou des bureaux locaux. Le récent

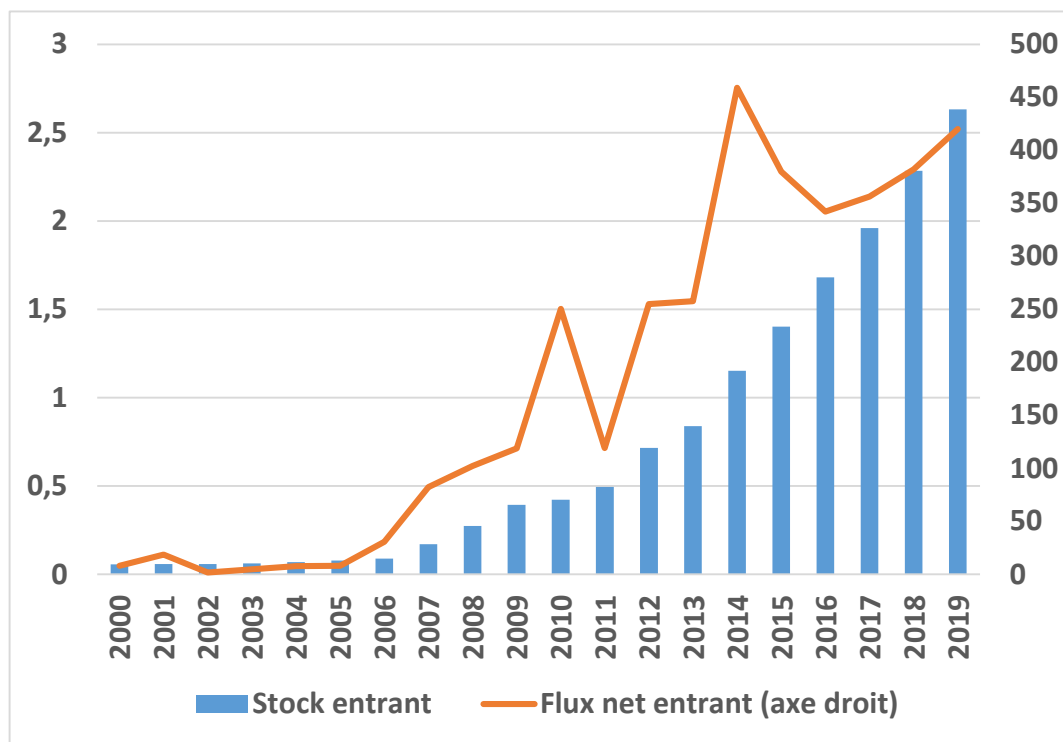
¹³ En outre, les emprunts entre parties liées ont augmenté de 20,2 % pour atteindre 149,9 MUSD.

¹⁴ Les données ne permettent pas de déterminer le pays d'origine des investissements transitant par Maurice.

lancement du club d'affaires des entreprises françaises au Rwanda témoigne de l'attractivité que représente le pays malgré l'étroitesse du marché, les difficultés logistiques et des financements limités et onéreux.

Le Rwanda met par ailleurs en avant des avantages structurels. La position géographique du pays, à la frontière entre Afrique de l'Est et Centrale, donne accès aux marchés de l'Est de la République démocratique du Congo et de la Communauté est-africaine.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar es Salam



Investissement étrangers et français en Tanzanie

La Tanzanie compte parmi les 10 plus gros destinataires d'IDE en Afrique. Selon le Rapport sur les investissements dans le monde 2021 de la CNUCED, les entrées d'IDE en Tanzanie ont atteint 1 Md USD en 2020 et ont affiché une augmentation de 2,2% par rapport à l'année précédente (991 MUSD), malgré la crise économique mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19. Le stock actuel d'IDE était estimé à 16,6 Mds USD en 2020. Le secteur minier, l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que l'agriculture primaire (café, noix de cajou et tabac) attirent le plus d'IDE. Les principaux investisseurs du pays sont la Chine, l'Inde, le Kenya, le Royaume-Uni, Maurice, Oman, les Émirats arabes unis, le Canada, les États-Unis, les Pays-Bas, l'Afrique du Sud et l'Allemagne.

Après un pic des flux d'IDE entrants dépassant le milliard de dollars en 2015 (1,56 Md USD), les flux d'entrées étaient tombés à 864 MUSD en 2016, avant de partir progressivement à la hausse en 2017 et 2018, avec respectivement 938 MUSD et 972 MUSD de flux d'entrées d'IDE. **En 2020, indépendamment de l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur l'économie, les investissements directs étrangers (IDE) de la Tanzanie ont dépassé le milliard de dollars, le niveau le plus élevé en cinq ans.** Le pays a enregistré un flux d'IDE entrants de 1,01 Md USD d'IDE en 2020, supérieur aux 991 MUSD enregistrés en 2019, selon les données du *World Investment Report 2021* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), soit une augmentation de 2,2 %. En 2020, une partie du développement des IDE en Tanzanie a été attribué au fait qu'elle était le seul pays d'Afrique de l'Est à n'avoir pas imposé de restrictions sévères. Le président tanzanien de l'époque, John Magufuli, avait décidé que les activités du gouvernement et des entreprises privées resteraient ouvertes.

La Tanzanie attire davantage de capitaux étrangers que ses voisins, du fait du potentiel de ses ressources minières. La tendance positive de la Tanzanie a été, entre autres, soutenue par la décision d'investissement de construire le projet d'oléoduc entre l'Ouganda et le port de Tanga, pour un coût estimé à 3,5 Mds USD.

La contribution de l'Union européenne aux investissements étrangers directs en Tanzanie est en baisse. Alors que les flux d'IDE en Tanzanie ont augmenté de 120 % au cours de la période de cinq ans précédant 2013, les flux d'IDE en provenance de l'UE ont diminué ces dernières années. Cette baisse des investissements en provenance de l'UE était cohérente avec une baisse globale des IDE, en particulier entre 2015/16 et 2016/17, alors que les investisseurs tentaient de s'adapter à des changements réglementaires importants dans des secteurs clés tels que le secteur extractif. **Il y a actuellement un regain d'intérêt de la part des investisseurs de l'UE et de la communauté des investisseurs en général ces dernières années,** une tendance qui devrait se confirmer sous l'impulsion de la présidente Samia Suluhu Hassan, qui laisse espérer une plus grande ouverture au secteur privé en plus de relancer le dialogue avec la communauté internationale et les pays voisins d'Afrique de l'Est.

La Tanzanie est le 1er récipiendaire en termes de stock d'IDE d'Afrique de l'Est, avec 16,6 Mds USD en 2020. Le stock d'IDE a augmenté de plus de 70 % en 10 ans, passant de 9,7 Mds USD en 2010 à 16,6 Mds USD. Pour autant, selon la Banque de France, **le stock d'investissements français en Tanzanie n'atteignait que 84,9 MEUR en 2018.**

L'environnement des affaires reste entravé par des réglementations inefficaces mais les perspectives pourraient être favorables. Les réglementations du travail ne sont pas suffisamment flexibles pour soutenir un marché du travail dynamique.

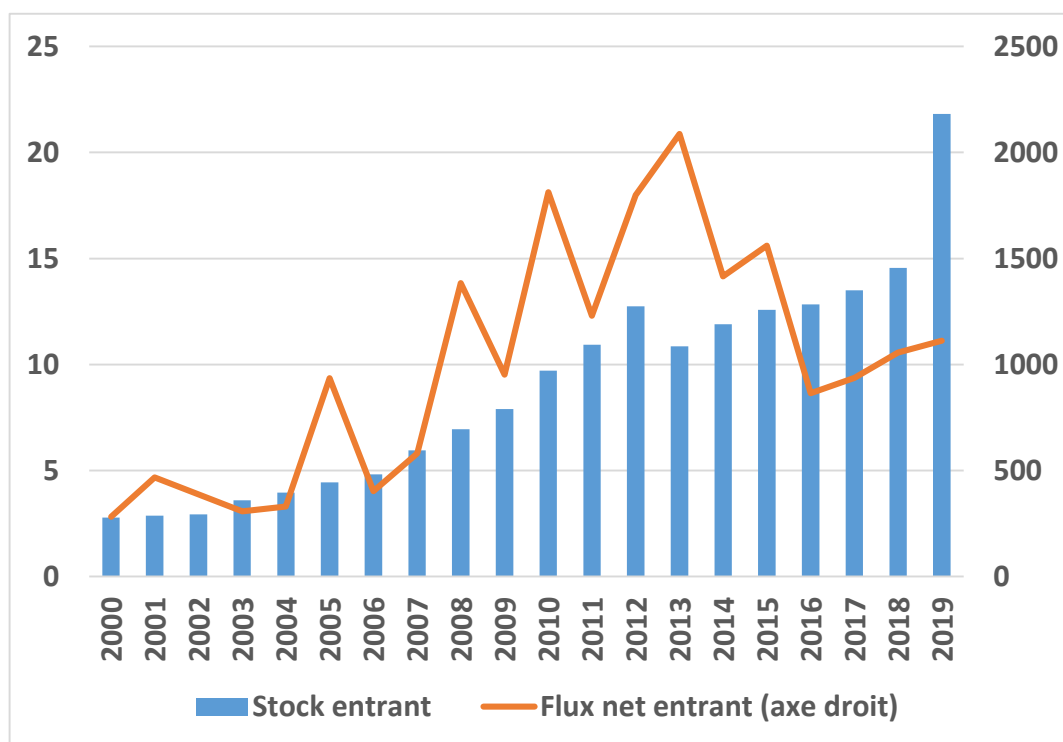
Selon le rapport *Doing Business 2020* publié par la Banque mondiale, la Tanzanie se classe 141^{ème} sur 190 pays, gagnant trois positions par rapport au rapport précédent. Les faibles niveaux de développement industriel, les préoccupations environnementales, le manque de transparence et le faible respect de la législation sont des obstacles à l'investissement. **Depuis mars 2021, Samia Suluhu Hassan, devenue présidente de la Tanzanie à la suite du décès du président John Magufuli, a annoncé vouloir donner la priorité à la croissance**

économique et au renforcement de l'économie tanzanienne en développant davantage le secteur minier et des carrières du pays. Elle a également souligné la nécessité pour la Tanzanie d'augmenter les investissements étrangers pour encourager la croissance, en particulier dans l'extraction d'hélium, d'or et de nickel. Les investisseurs pourraient être attirés par l'engagement du pays à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques saines, son programme de privatisation efficace et ses ressources naturelles abondantes.

L'intérêt des entreprises françaises pour la Tanzanie est croissant, le nombre d'implantations françaises étant passé de 19 en 2012 à plus de 40 aujourd'hui. La présence française en Tanzanie, qui s'est longtemps organisée autour de grands groupes traditionnellement implantés en Afrique, s'est diversifiée au cours de la récente période, en particulier dans des secteurs tels que les énergies renouvelables ENR. Les entreprises françaises ont principalement investi dans le secteur des transports et de l'énergie. On dénombre une quarantaine d'implantations françaises dont 13 filiales de groupes français (Total, Bolloré Transport Logistics, CMA CGM, AGS, JC Decaux, Maurel & Prom, Sagemcom, TPS ainsi qu'Ipsos, Air France-KLM et Bureau Veritas...). Plusieurs entreprises tanzaniennes bénéficient, par ailleurs, d'une participation française à leur capital.

En lien avec le projet EACOP, porté par Total, déploiement de l'oléoduc transportant le pétrole du lac Albert en Ouganda jusqu'au port de Tanga en Tanzanie, les investissements français vont monter en puissance. **Le montant global du projet s'élève à plus de 3,5 Mds USD et la part officielle de Total pourrait atteindre 62 %.** Par ailleurs, certaines sociétés françaises devraient aussi profiter du projet pour se positionner dans l'aval et les services liés à la construction, l'entretien voire la sécurisation de l'oléoduc dont 1200 km seront situés en Tanzanie.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	11,9	53,8	45,7	13,0	11,2	59,7
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	3,1	2,3	3,6	2,6	0,9	3,0
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	165	124	142	49	179	94
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	3,0	102,4	38,1	10,3	4,4	64,1
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	256	2 104	925	816	322	1 110
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-1,0	-0,3	-0,8	-3,4	-6,6	4,8
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	7,3	5,2	2,8	7,7	24,0	3,3
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-6,7	-8,1	-7,6	-6,2	-1,8	-1,8
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	67,0	67,6	44,1	60,1	35,8	39,1
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	17,7	31,6	30,2	53,7	-	28,2
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-19,8	-12,0	-13,2	-15,1	-	-6,6
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	7,6	173,0	26,5	20,9	3,5	62,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	3,3	110,5	11,8	4,4	0,2	33,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-10,4	-4,4	-9,6	-12,2	-5,8	-1,8
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,4	2,9	4,6	2,6	34,4	0,6
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,7	4,7	3,7	3,6	0,2	4,6
Développement						
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	71,8	36,8	41,7	55,5	42,7	49,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,04	0,31	0,14	0,08	0,14	0,23
Notation Dette Souveraine						
<i>S&P</i>	-	B	B	B+(-)	-	-
<i>Moody's</i>	-	B2(-)	B2	B2(-)	-	B2
<i>Fitch</i>	-	B+(-)	B+(-)	B+(-)	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur **</i>	-	7,0	7,0	4,5	-	5,0

Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis-Abeba



Investissement étrangers et français à Djibouti

En 2019, les flux entrants nets (181,9 MUSD ; 5,4 % du PIB), ont augmenté de 7,0 % par rapport à 2018. Le stock d'IDE étrangers à Djibouti s'établit à 1,8 Md USD (54,1 % du PIB), en hausse de 10,4 %. Si le secteur des services est celui qui attire le plus d'IDE, la stratégie de Djibouti en matière d'IDE se concentre surtout sur les secteurs de l'énergie – renouvelables, distribution, hydrocarbures – et des transports, tirant ainsi partie de son emplacement géostratégique, entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Les principaux détenteurs d'IDE sont les pays du Golfe, l'Éthiopie, le Yémen, la Chine et les États-Unis. Afin d'attirer davantage les investisseurs étrangers, le gouvernement offre des réductions d'impôt significatives aux investisseurs étrangers.

Les flux nets d'IDE vers Djibouti ont augmenté de 7,0 % en 2019 pour s'établir à 181,9 MUSD (5,5 % du PIB contre 5,6 % en 2018). Les flux nets d'IDE, qui ont connu une forte hausse entre 2000 (3,3 MUSD) et 2008 (228,9 MUSD) avec un pic en 2013 (286 MUSD), connaissent une diminution constante depuis 2014 (153 MUSD).

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) à Djibouti s'établit à 1,8 Md USD (54,5 % du PIB), en hausse de +10,4 % par rapport à 2018.

La répartition sectorielle des stocks d'IDE se décompose principalement en trois pôles : i) les infrastructures (portuaires, routières, aéroportuaires) ; ii) l'énergie (hydrocarbures, éolien, géothermie, solaire) ; iii) l'immobilier avec principalement des projets de construction de complexes hôteliers.

Après deux années consécutives de fortes entrées nettes d'IDE français à Djibouti (8,0 MEUR en 2016 et 6,6 en 2017), les flux d'IDE français se tarissent en 2018 et s'établissent à 0,8 MEUR. Cette diminution s'explique par le retrait de capitaux de certaines entreprises françaises et un climat des affaires en deçà des attentes qui se traduit dans le classement du *Doing Business 2020* (Djibouti se positionne à la 112^{ème} place). **Les principales entreprises française porteuses de ces IDE sont Total, Colas, Vinci, la BCIMR, Rubis, Engie Ausar, Bolloré Transport & Logistics.** Néanmoins, les investisseurs français sont de plus en plus concurrencés par des investisseurs asiatiques – dont la Chine qui représente 70 % de la dette extérieure djiboutienne – et le Japon, mais également par des investisseurs turcs, marocains et américains.

Malgré un déclassement de 13 places au dernier classement *Doing Business* de la Banque mondiale (BM) (112^{ème} position¹⁵ contre 99^{ème} position en 2019), Djibouti s'oriente toujours vers une plus grande ouverture aux investissements étrangers en mettant en place des politiques volontaristes, largement soutenues par les bailleurs dont la BM¹⁶ et l'Union européenne.¹⁷ Ces politiques se traduisent notamment par : i) la mise en place d'un guichet unique pour la création d'entreprises ; ii) la création de départements dédiés aux affaires commerciales dans les tribunaux de première instance ; iii) des mesures en faveur des investisseurs minoritaires ; iv) la possibilité d'investir dans la quasi-totalité des secteurs, à l'exception du secteur des assurances, sans créer de joint-venture.

De grands projets d'infrastructures financés totalement ou partiellement par des investisseurs étrangers ont vu le jour au cours des dernières années. C'est le cas du port de Doraleh, une extension du port international de Djibouti (composée du plus grand port de conteneurs d'Afrique et d'un terminal pétrolier) construite par deux entreprises chinoises.

En 2018 cependant, la zone de libre-échange de Djibouti a été inaugurée. Ce projet de 3,5 Mds USD largement financé par la Chine au titre de sa stratégie des nouvelles routes de la soie pourrait faire de la zone de libre-échange de 4 800 hectares la première du continent. **La même année, la ligne de chemin de fer**

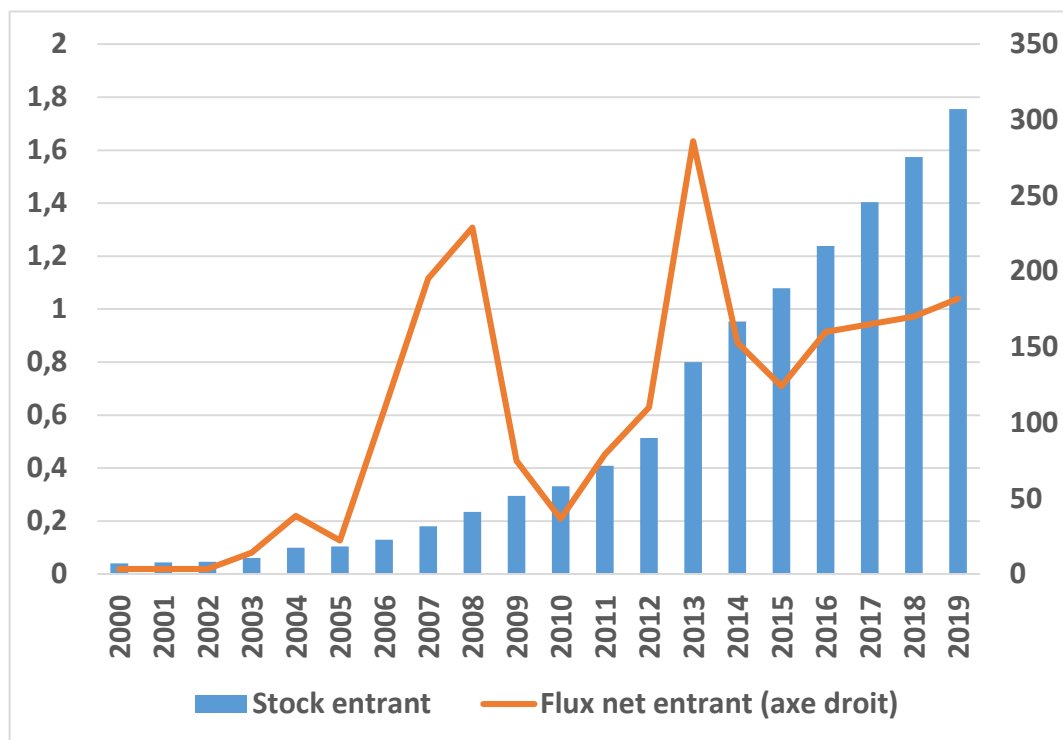
¹⁵ Avec un score de 60,5, soit une surperformance par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne (score moyen de 51,8) et proche de la moyenne mondiale (63).

¹⁶ Dans la cadre du *Country Partnership Framework* FY22-FY26, la BM soutiendra les réformes du cadre des affaires en partenariat avec la Chambre de Commerce de Djibouti.

¹⁷ Soutien aux institutions pour renforcer la gouvernance économique et financière dans le cadre de la programmation conjointe 2021-2027 (4 MEUR).

reliant le port de Doraleh à Djibouti à Addis-Abeba a pu rouvrir grâce à des investissements chinois – et notamment un prêt de 3 Mds USD de l'*Exim Bank of China* en 2013, ainsi que des prêts supplémentaires de la *China Development Bank* et de l'*Industrial and Commercial Bank of China*. Si le montant des revenus est pour l'instant largement insuffisant pour couvrir les coûts opérationnels et rembourser les emprunts (40 MUSD pour le fret et les passagers en 2019), la ligne ferroviaire pourrait permettre à terme d'accroître le volume de fret transitant par Djibouti.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED





Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SER d'Addis-Abeba



Investissement étrangers et français en Érythrée

En 2019, les flux entrants nets en Érythrée (67,1 MUSD), ont progressé de 10,0 % par rapport à 2018. Le stock d'IDE étrangers en Érythrée s'établit à 1,1 Md USD, en hausse de 6,4 % sur un an. Selon la BAD, les principaux détenteurs du stock d'IDE érythréen seraient la Chine, l'Allemagne, les États-Unis et le Canada en 2017. L'Érythrée souhaite mobiliser fortement les IDE dans divers secteurs, néanmoins, l'économie très administrée par l'État et l'absence d'un code juridique pour les affaires et l'investissement découragent l'investissement privé. Les IDE français sont très faibles en Érythrée (3,3 MEUR en 2018).

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) en Érythrée s'établit à 1,1 Md USD (55,0 % du PIB), en hausse de + 6,4 % par rapport à 2018. Les flux nets d'IDE vers l'Érythrée ont augmenté de 10,0 % en 2019 pour s'établir à 67,1 MUSD. Alors que les flux entrants avaient enregistré un pic entre 2009 et 2010 (91,0 MUSD), ceux-ci ont chuté en 2011 pour atteindre 39,0 M USD, pour ensuite progresser en moyenne de 6,6 % par an jusqu'en 2019.

Les ressources minérales de l'Érythrée attirent de nombreux investisseurs, dont la Chine, le plus important investisseur, créancier et partenaire commercial du pays. En 2019, le stock d'IDE chinois en Érythrée s'établit à 223 MUSD, après un pic de 378 MUSD en 2016. Les IDE français quant à eux sont très faibles en Érythrée, le stock était de 3,3 MEUR en 2018.

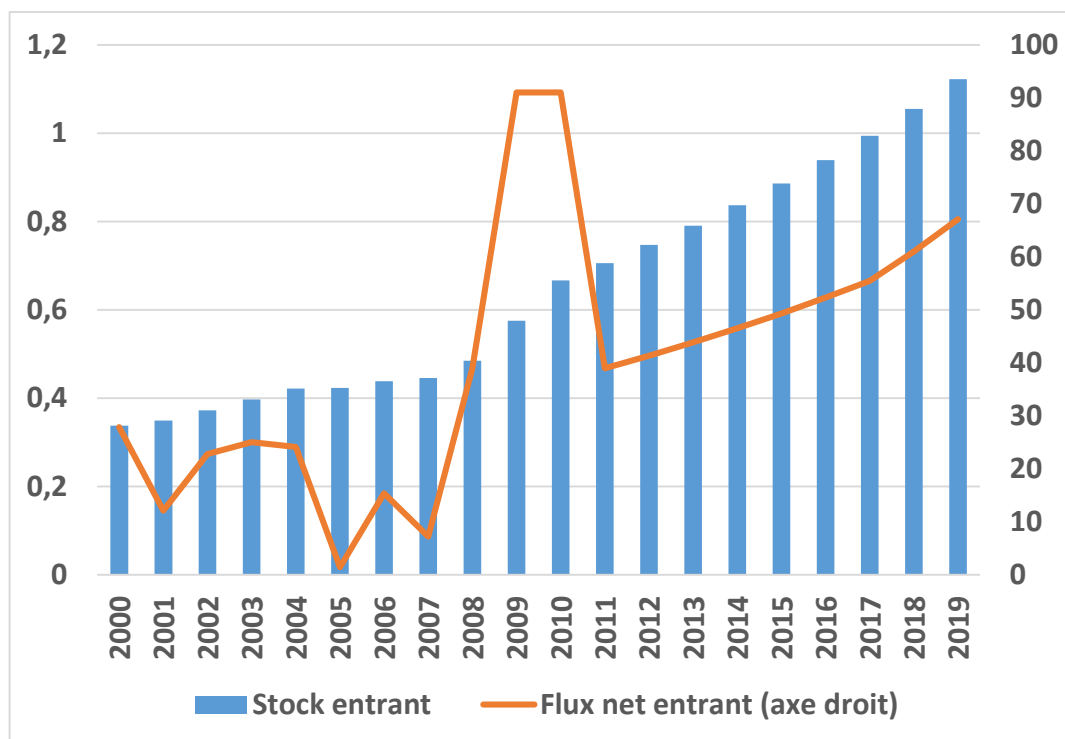
Selon la BAD, le stock d'IDE en 2017 était composé principalement d'activités minières (96 %) puis d'industrie (2 %) et d'agroalimentaire (1 %). La Chine a formé deux co-entreprises avec l'*Eritrean National Mining Corporation* (Enamco) afin d'exploiter, depuis 2016, la mine d'or de Koka et détenir 60 % des parts de l'entreprise minière *Asmara Mining Share Company*¹⁸. Par ailleurs, le groupe australien *Danakali Limited* a investi dans une entreprise minière, *Colluli Mining Share Company* (CMSC), détenue à parts égales avec l'*Eritrean National Mining Company*¹⁹.

Si la normalisation des relations avec l'Éthiopie en 2018 avait constitué un espoir d'ouverture internationale, le pays peine à attirer davantage d'investisseurs. L'Érythrée est avant-dernière du classement mondial *Doing Business 2020*, devant la Somalie. Le fort contrôle de l'État sur la monnaie et les devises, le manque de transparence, la faiblesse du cadre juridique et le manque de qualifications de la main d'œuvre découragent l'investissement privé. Alors que la proclamation officielle sur l'investissement (n° 59/1994) stipule que tous les secteurs (à l'exception des entreprises nationales de vente au détail, de gros, d'importation et d'agence de commission) seraient ouverts aux investisseurs, cette loi a été suspendue. Ainsi, seul le parti au pouvoir (Front populaire pour la démocratie et la justice) détermine les secteurs et conditions dans lesquelles l'investissement privé est accepté. Par ailleurs, le « Centre d'investissement » créé en 1998, opère directement sous le Bureau du Président et ne publie aucune information relative à ses activités. Par ailleurs, il n'existerait pas de porte-parole des entreprises en Érythrée ni d'autres mécanismes pour prioriser la rétention ou maintenir le dialogue avec les investisseurs existants.

¹⁸ Toutes les mines à capitaux étrangers doivent céder une participation de 10 % à l'*Eritrean National Mining Corporation* (ENAMCO), et ENAMCO a la possibilité d'acheter une autre participation de 30 % dans le projet.

¹⁹ Localisée sur la frontière éthio-érythréenne, le projet d'un coût total de 250 MUSD a majoritairement été financé par l'*African Financing Corporation* (150 MUSD) et l'*AfreximBank* (42 MUSD). En août 2020, la phase d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion de la construction de la mine de potasse a été achevée. CMSC a décroché un contrat de dix ans avec *Eurochem* (groupe producteur d'engrais suisse) et prévoit de démarrer les travaux de construction en 2021, pour un lancement de la production en 2022.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Corne de l'Afrique- Éthiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Investissements étrangers et français en Ethiopie

En 19/20, les flux entrants nets (-4,7 Mds ETB ; -0,2 % du PIB), ont ralenti de 214,2 % par rapport à 18/19. Le stock d'IDE étrangers en Ethiopie s'établit à 3,9 Mds USD en 20/21 selon *l'Ethiopian Investment Commission* (EIC), 3,4 Mds USD selon *Cepheus Growth Capital* (3,2 % du PIB), en hausse de 41,7 % par rapport à 19/20 (en raison de la vente de la licence télécom pour un montant de 850 M USD). L'attractivité du pays pour les IDE pourrait être fortement affectée par la guerre civile, ainsi que les problèmes d'accès aux devises.

Selon l'EIC, en FY20/21, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Ethiopie s'établit à 3,9 Mds USD (environ 3 % du PIB), en forte hausse par rapport à FY19/20 (2,4 Mds USD) en raison notamment de la vente de la première licence télécom à *Safaricom* (850 MUSD). Sur l'année fiscale 19/20, l'EIC et les commissions régionales ont accordé des licences à 37 nouveaux projets d'investissements privés étrangers, tous opérationnels, pour un capital total de 644,9 METB (17,7 MUSD²⁰), soit une moyenne de 17,4 METB (0,5 MUSD) de capital investi par projet. Cela représente une baisse importante par rapport à l'année fiscale 18/19, au cours de laquelle 63 nouveaux projets d'investissement étrangers avaient reçu une licence, pour un capital total de 1,1 Md ETB (28,1 MUSD).

Les flux net d'IDE vers l'Ethiopie se sont avérés négatifs en 19/20, à -4,7 Mds ETB (-123,1 MUSD), contre +4,1 Mds ETB (107,4 MUSD) en 18/19.

En 2018, le stock d'IDE français en Ethiopie atteignait 82,8 MEUR, en hausse de 13,3 % par rapport à 2017 (73,1 MEUR). Les flux d'IDE français en Ethiopie s'établissaient à 8,1 MEUR, en baisse de 36,4 % par rapport à 2017 (12,7 MEUR). Les principaux flux français étaient liés au commerce et à la réparation d'automobiles et de motocycles représentent et à la cokéfaction et au raffinage.

Les principaux récents investissements étrangers dans le pays concernent la vente de la première licence télécom en mai 2021 au consortium *Global Partnership for Ethiopia* (GPE) mené par le groupe *kenyan Safaricom* (55,7 %) associé au japonais *Japan's Sumitomo* (27,2 %), au sud-africain *Vodacom* (6,2 %) et au britannique CDC Group (10,9 %), pour un total de 850 MUSD. Le gouvernement éthiopien a lancé le processus de privatisation partielle de son opérateur national *Ethio Telecom*, dont la prise de participation par un investisseur étranger est évaluée à 1,5 Md USD.

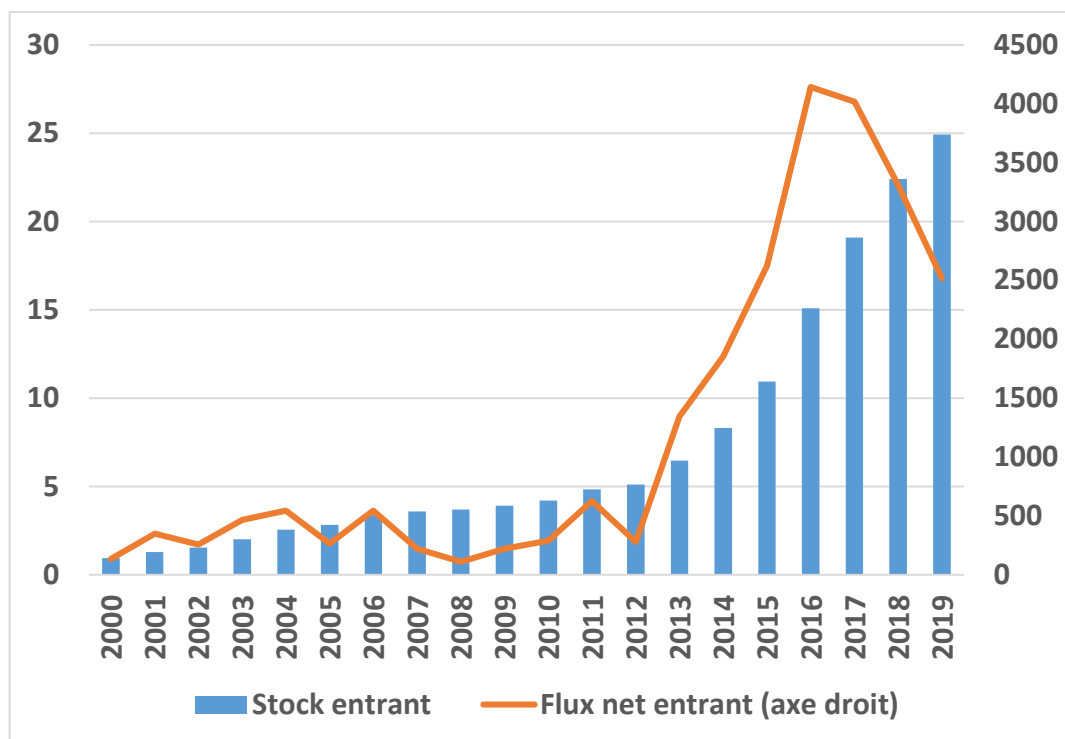
Le 18 octobre 2021, un nouvel accord a été signé pour la construction d'une usine d'engrais dans le parc industriel de Dire Dawa, entre l'Etat éthiopien, le marocain OCP et l'entreprise chinoise Poly-GCL. L'investissement initial s'établirait à 2,4 Mds USD, et pourrait atteindre 3,7 Mds USD au cours de la deuxième phase.

Les principaux investisseurs français dans le pays sont Total, les malteurs Boortmalt et Soufflet, le brasseur BGI-Castel, Canal +, Bolloré, CMA-CGM et Meridiam. On recense 58 implantations françaises en Ethiopie.

Alors que l'Ethiopie affichait une volonté d'attirer les investissements étrangers, notamment via la privatisation d'entreprises publiques, **l'attractivité du pays pour les IDE est très affectée par la guerre. Les problèmes d'accès aux devises et les lourdeurs administratives restent également d'importants obstacles pour les investisseurs étrangers.**

²⁰ Les conversions se font à dollars constant en date du 31/12/2021

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Corne de l'Afrique – Soudan *par le SE de Khartoum*



Investissements étrangers et français au Soudan

Le stock d'IDE au Soudan est substantiel (28,5 Mds USD en 2019), le plus important de la zone AEOI, dominé essentiellement par les pays du Golfe et la Chine et avec une faible présence française. Alors qu'un espoir d'attirer plus massivement les IDE notamment occidentaux avait été généré lors de la conférence de Paris du 17 mai, le coup d'Etat du 25 octobre vient remettre ces perspectives positives en question.

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) au Soudan s'établit à 28,5 Mds USD, en hausse de +3,0 % par rapport à 2018. Celui-ci a, depuis 2012, augmenté de 44,4 % (19,7 Mds USD en 2017). En l'absence de données nationales fiables, les quatre principaux investisseurs seraient les EAU²¹, l'Arabie Saoudite, le Koweït et la Chine, ces deux derniers pays étant par ailleurs ceux vis-à-vis desquels le Soudan affiche les plus fortes dettes extérieures. Les investissements des pays golfeiques et de l'Egypte sont plutôt centrés sur l'agriculture et l'agro-industrie alors que la Chine s'intéresse plus aux matières premières (pétrole notamment) et aux infrastructures, notamment portuaires. Cette forte prédominance des investissements en provenance des pays du Golfe et de la Chine s'explique par les trente années (1989-2019) d'isolationnisme du Soudan vis-à-vis des pays occidentaux, dues aux sanctions américaines. L'embargo a été levé en 2017 et le pays a été retiré de la liste américaine des pays finançant le terrorisme à la mi-décembre 2020.

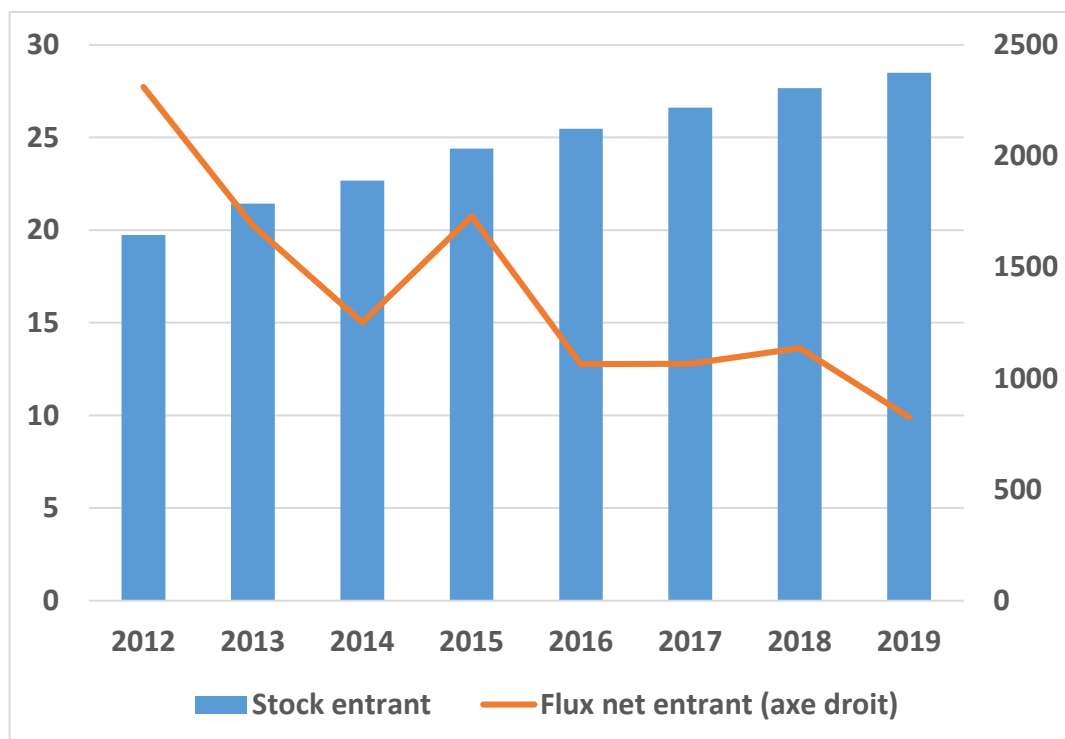
Cependant, les flux nets d'IDE vers le Soudan ont diminué de 27,3 % en 2019 pour s'établir à 825,4 MUSD, soit le plus faible montant depuis 2012. Cette forte baisse s'explique par les événements politiques intervenus en 2019 peu propices aux IDE : chute du régime de Béchir, révolution et mise en place du premier gouvernement de transition. Les flux nets entrant s'inscrivent, depuis 2012, dans une tendance à la baisse. Ces derniers ont culminé à 2,3 Mds USD en 2012 et 1,7 Mds USD en 2013 et 2015 avant de progressivement passer sous le milliard pour la première fois en 2019.

Le stock d'IDE français au Soudan est relativement faible, il s'établit à 88,3 MEUR en 2018, après 102,3 MEUR en 2017. Il s'agit du stock le plus faible depuis 2012 où il s'élevait à 75,5 MEUR. **Après un flux négatif en 2018 (-15,8 MEUR), le flux d'IDE français atteint 14,0 MEUR en 2019.** Il s'agit du deuxième montant le plus important d'investissement annuel français au Soudan après 2017 (14,1 MEUR). Les quelques investissements et sociétés françaises présentes sont surtout actives dans le domaine de la logistique, de l'agro-alimentaire, des mines et de l'énergie.

La tenue de la conférence sur le Soudan à Paris le 17 mai dernier a servi d'accélérateur aux autorités soudanaises pour lancer un processus législatif ambitieux permettant l'adoption d'un certain nombre de lois favorables à l'investissement privé : loi sur les investissements, PPP, création de banques commerciales à caractère non islamique. Elle a également permis aux différents ministères techniques d'élaborer une liste, quoiqu'imparfaite, de leurs priorités en termes de projets. Reste que ce processus législatif doit être non seulement poursuivi (nouveau code minier par exemple) mais se doit d'être plus inclusif afin de permettre une meilleure prise en compte des intérêts des différentes parties prenantes. Idem dans l'identification des projets grâce notamment à une implication plus forte des institutions internationales ou bilatérales comme la SFI. **Le coup d'Etat intervenu le 25 octobre dernier va, sans doute, porter un coup dur à cet élan généré par la levée des sanctions et la Conférence de Paris.**

²¹ Une partie des investissements en provenance des Emirats ne sont pas le fait d'entreprises purement émiraties mais plutôt d'entreprises étrangères présentes aux Emirats, se servant de Dubaï comme base pour leur déploiement sur la zone ANMO, comme sur le Soudan.

Figure 1: Stock et flux d'IDE, 2000 – 2019, Mds USD (stocks), MUSD (Flux) - CNUCED



Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
Population (M hab.) ONU, 2020	1,0	3,5	115,0	43,8	15,9
Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020	1,6	1,2	2,6	2,4	2,8
Doing Business (classement) 2020	112	189	159	171	190
Indice de corruption - Transparency international 2020	142	160	94	174	180
Macroéconomie					
PIB (Mds USD) FMI, 2020	3,4	2,1	96,6	34,4	5,0
PIB/hab (USD) FMI, 2020	3 482	588	994	776	332
Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020	1,0	-0,6	6,1	-3,6	-0,7
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020	1,8	4,8	20,4	163,3	-
Finances Publiques					
Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020	-1,3	-5,0	-2,8	-1,8	-
Dette publique (%PIB) FMI, 2020	40,9	184,9	55,4	272,9	-
Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020	-	58,1	29,1	-	-
Echanges					
Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019	-10,6	-19,1	-12,9	-16,9	-15,5
Exportation française vers (MEUR)*	72,4	3,1	700,6	76,6	8,8
Importation française depuis (MEUR)*	1,5	0,1	39,1	47,1	5,6
Balance courante (%PIB) FMI, 2020	10,7	10,9	-4,6	-17,5	-17,2
Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019	1,9	-	0,6	1,4	-
Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019	0,0	2,2	2,1	0,0	0,0
Développement					
IDH, BM, 2020	0,52	0,46	0,4ç	0,51	-
Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM	17,1	-	30,8	12,7	-
Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014	0,8	-	0,1	0,3	0,0
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	CCC+(-)	-	-
Moody's	-	-	Caa2(-)	-	-
Fitch	-	-	CCC	-	-
Politique Monétaire					
Taux directeur **	-	-	13,0	-	-

Océan Indien – Comores

par le SE de Tananarive



Investissement directs étrangers (IDE) et français en Union des Comores

En 2019, le stock d'IDE aux Comores s'établit à 22 MUSD (21 % du PIB), en baisse de 18 %. La France est le premier investisseur formel étranger en Union des Comores avec un stock d'investissements évalué à environ un tiers du stock d'IDE (chiffres non publics). Le gouvernement comorien promeut l'attractivité par rapport aux IDE dans le cadre du Plan Comores Emergent 2030, notamment dans le secteur touristique, la pêche, les services financiers et les hydrocarbures. De leur côté, les principaux stocks d'IDE sortants comoriens sont orientés vers l'Afrique du Sud et le Sri Lanka.

Les investissements directs de l'étranger sont en régression en Union des Comores depuis 2017 : en 2019, le stock global des IDE entrants s'y établit à 22 M USD, en baisse de 25,6 % par rapport à 2018. Les types d'instruments sont relativement équilibrés : le stock de prise de capital et autres participations concentre 54,4% du total des IDE, tandis que le stock relatif aux instruments de dette atteint 45,6 %.

La France serait le premier investisseur formel étranger en Union des Comores avec un stock d'investissements évalué à un tiers du stock d'IDE²².

Les flux nets d'IDE vers les Comores sont négatifs en 2019 (-7,6 M USD), comme en 2018 (-11,1 M USD). Ils s'expliquent par des flux sortants d'IDE mauriciens (-4 MUSD) et chinois (-3,6 MUSD). Les flux français ne sont pas disponibles.

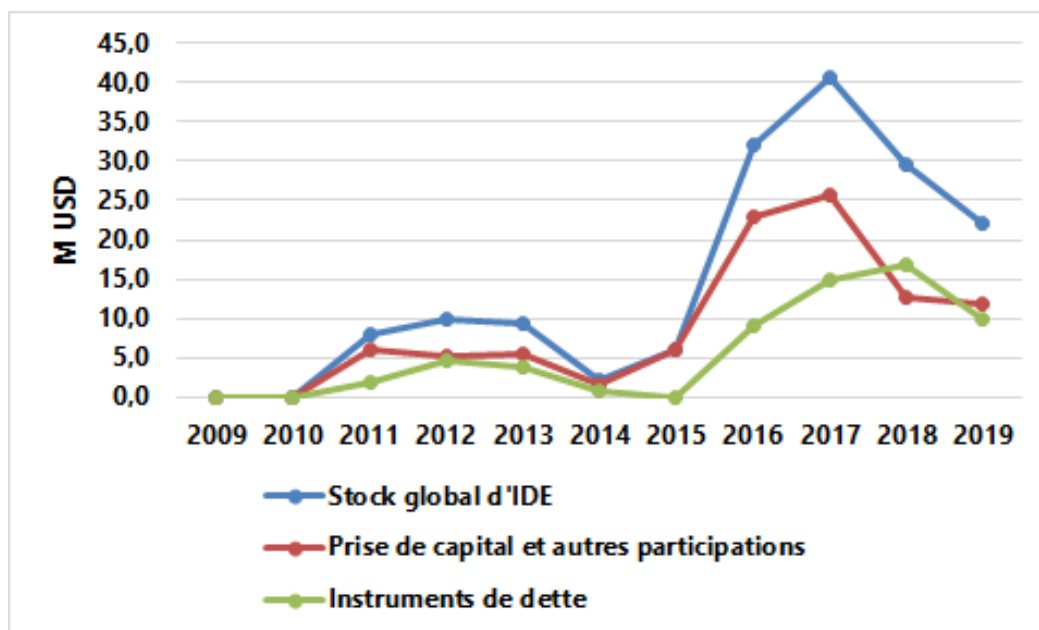
Le nombre d'entreprises françaises est en retrait depuis ces dernières années. Les principales entreprises présentes sont notamment Biolandes (distillation d'ylang-ylang), Innovent (centrale solaire), Bolloré Africa Logistics (terminal container du port de Moroni) ; Vivendi (Canal+). Dans les télécommunications, NJJ (holding de Xavier Niel) détient la deuxième licence de téléphonie mobile, en association avec le groupe malgache Axian (Telma Comores). Dans le secteur bancaire, BNP Paribas a vendu en octobre 2020 les 51 % de parts qu'elle détenait dans la BIC au groupe ivoirien Atlantic Finance Group (AFG). Finafrica, filiale du groupe Duval, a également vendu à l'Etat comorien les 51 % qu'elle détenait dans la Banque de Développement des Comores (BDC) en février 2021. Sur le plan bilatéral, les Comores et la France ne sont liés ni par une convention de non-double imposition, ni par un accord de protection réciproque des investissements (API).

En 2019, le stock d'IDE comoriens à l'étranger atteint 28,6 MUSD, à 82,1 % composé de prises de participation (23,5 MUSD) et à 17,8 % d'instruments de dette (5,1 MUSD). Trois pays concentrent la quasi-totalité des stocks d'IDE sortants comoriens : l'Afrique du Sud (20,5 MUSD, soit 71,8 % du stock total), le Sri Lanka (7,3 MUSD ; 25,5 %) et Bahreïn (0,6 M USD ; 2,0 %).

Le gouvernement comorien promeut l'attractivité par rapport aux investissements directs étrangers dans le cadre du Plan Comores Emergent 2030, notamment dans le secteur touristique, la pêche, les services financiers et les hydrocarbures. Le classement des Comores au *Doing Business* s'est néanmoins détérioré sur la décennie : 160^{ème} en 2020, contre 130^{ème} en 2011.

²² Estimation du Service économique

Figure 1 : Evolution du stock d'IDE aux Comores, 2009-2019, MUSD



Océan Indien – Madagascar *par le SE de Tananarive*



Investissement directs étrangers (IDE) et français à Madagascar

En 2019, le stock d'IDE à Madagascar s'établit à 3 Mds USD (21 % du PIB), en baisse de 18 % par rapport à 2018. Le principal détenteur d'IDE à Madagascar est la France, devant Maurice, la Corée du Sud et la Chine. La France a vu son stock d'IDE quadrupler en 2019. Le gouvernement malgache promeut son attractivité par rapport aux investisseurs étrangers dans le cadre du projet de Plan Emergence de Madagascar (PEM) donnant la priorité au partenariat public-privé, et a engagé une réforme visant l'harmonisation du cadre juridique des investissements. De leur côté, les principaux stocks d'IDE sortants malgaches sont orientés vers la France et Maurice.

En 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) à Madagascar s'établit à 3 Mds USD selon le FMI, en baisse de 18 % par rapport à 2018. Le stock de prise de capital et autres participations augmente de 5,8 % pour s'établir à 2 Mds USD alors que le stock d'instruments de dette diminue de 42,8 %, s'établissant à 1 Md USD en 2019. Ces stocks peuvent être sous-estimés dans la mesure où certaines données par pays sont confidentielles (Etats-Unis, Royaume-Uni) ou non disponibles (Japon, Australie, Canada...). Les principaux investissements des dernières années se concentrent sur le secteur minier : le projet d'Ambatovy (nickel et cobalt), pour 8 Mds USD entre 2006 et 2012, et le projet QMM - Rio Tinto (ilménite) pour 1,1 Md USD entre 2005 et 2013.

Le premier investisseur à Madagascar en 2019 est la France (1,2 Md USD, soit 40,5 % du stock total d'IDE contre 7,3% en 2019), connaissant un quadruplement de son stock d'IDE (+355 %) par rapport à 2018 (264,3 MUSD). Elle devance Maurice (781,6 M USD ; 26,3 %) dont le stock d'IDE est en baisse de 18,1% par rapport à l'année précédente (954,3 M USD) ; la Corée du Sud (685 MUSD ; 23,1 % ; -55,1 %) et la Chine (164,2 MUSD ; 5,5 % ; -76,7 %). La répartition des investissements par pays reste indicative dans la mesure où plusieurs investissements transitent par une entité domiciliée à Maurice.

Les flux net d'IDE vers Madagascar sont négatifs en 2019 (-652,8 MUSD), après deux années de hausse (+918,9 MUSD en 2017 puis +1,5 Md USD en 2018). Par pays, ces flux négatifs s'expliquent par des flux sortants de 839,4 MUSD de la Corée du Sud, de 541,1 MUSD de la Chine et de 172,7 MUSD de Maurice. Comme pour les stocks, les flux peuvent être sous-estimés dans la mesure où certaines données par pays sont confidentielles ou non disponibles. Les flux sectoriels d'IDE ne sont pas disponibles.

Les flux nets d'IDE français en direction de Madagascar se sont établis à 938 MUSD en 2019. Les principaux secteurs porteurs étaient les services financiers, le commerce et les activités des *holdings* en 2018²³.

La présence économique française à Madagascar est historiquement importante. 55 filiales d'entreprises françaises sont présentes sur le territoire, générant un CA de plus d'1 Md EUR et employant près de 17 000 personnes. Neuf entreprises du CAC 40 sont présentes : Air Liquide, Colas (Bouygues), Orange, Société Générale, Total, Sogea-Satom (Vinci), Canal+ (Vivendi), Schneider Electric (bureau de représentation) et Téléperformance qui y a fait son entrée en juin 2020. Accor est présent via deux franchises (un Ibis et un Novotel). Sur le plan bilatéral, la France et Madagascar ont signé une convention fiscale de non-double imposition (NDI) en juillet 1983, ainsi qu'un accord de protection des investissements (API) en juillet 2003 offrant notamment des garanties aux investisseurs par la possibilité de recours à l'arbitrage international du CIRDI en cas de différend.

En 2019, le stock d'IDE malgaches à l'étranger s'établit à 849,8 MUSD, à 68,8% composé de prises de participation (584,9 MUSD) et à 31,2% d'instruments de dette (264,8 MUSD). Deux pays concentrent la quasi-totalité des stocks d'IDE sortants malgaches : la France (487,3 MUSD, soit 57,4 % du stock total) et Maurice (356,5 MUSD ; 42,0 %). Les principaux groupes investissant à l'étranger sont Axian et Sipromad.

Le gouvernement malgache s'attache actuellement à promouvoir son attractivité par rapport aux investisseurs étrangers **dans le cadre du projet de Plan Emergence de Madagascar (PEM) dont les principaux projets devraient avoir recours au partenariat-public-privé (PPP). Une réforme visant à l'harmonisation du cadre**

²³ Données Banque de France - dernières données disponibles en 2018

juridique des investissements, coordonnée par la Banque Mondiale est à l'étude. Madagascar se situe à la 161ème position du classement Doing Business en 2020 sur 190 pays (stable).

Figure 1 : Evolution du stock d'IDE à Madagascar, 2009-2019, M USD

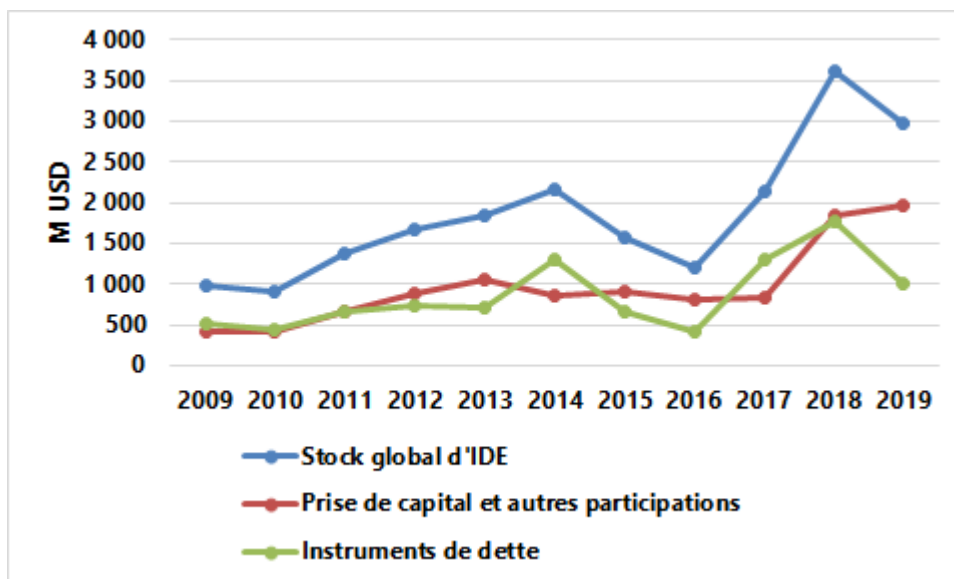
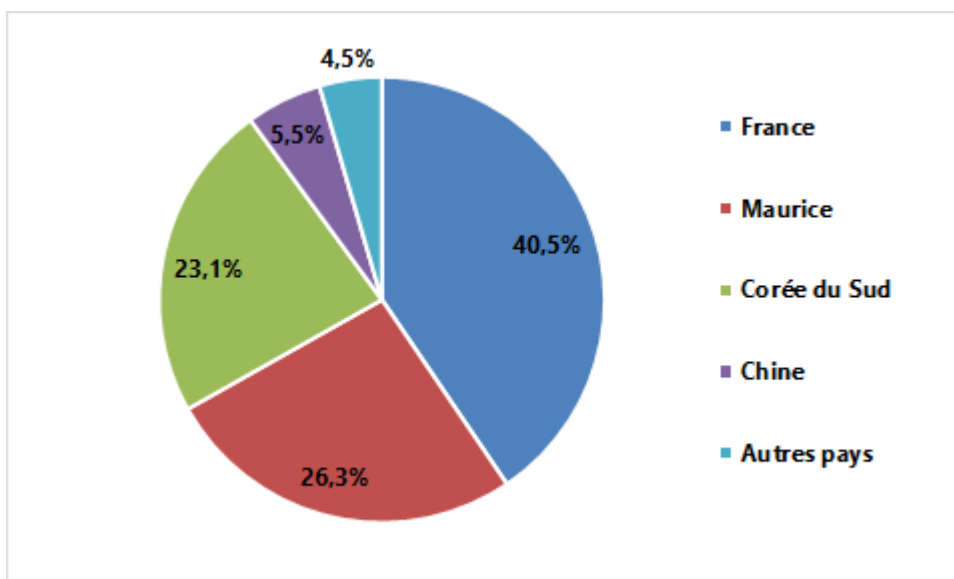


Figure 2 : Décomposition du stock d'IDE entrant par pays partenaire (en %), 2019



Océan Indien – Maurice

Par le SE de Tananarive



Investissement directs étrangers (IDE) et français à Maurice

En 2019, le stock global d'IDE entrants à Maurice s'établit à 323 Mds USD soit 23 fois son PIB (14 Mds en 2019). Les principaux détenteurs du stock d'IDE à Madagascar sont les Etats-Unis, devant les Îles Caïmans et l'Inde. La France a vu son stock d'IDE augmenter fortement en 2019 (+28,8 %) grâce à des flux d'IDE de 693,5 MUSD en 2019. Maurice est récemment sortie de la liste grise des « juridictions sous surveillance accrue » du Groupe d'Action Financière (GAFI), soulignant les efforts déployés par le pays en matière de renforcement de son système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le stock d'IDE mauriciens à l'étranger est inférieur au stock entrant global, atteignant 272,7 Mds USD. Ils s'orientent pour plus de la moitié vers l'Inde et Singapour.

La République de Maurice est l'une des principales destinations des investisseurs étrangers en Afrique : en 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) à Maurice s'établit à 323 Mds USD, en légère augmentation de 0,9 % par rapport à 2018. Le stock de prise de capital et autres participations augmente de 10,3 % pour s'établir à 204,4 Mds USD alors que le stock d'instruments de dette diminue de 12,0 %, s'établissant à 118,8 Md USD en 2019.

Les principaux investisseurs sont en 2019 les Etats-Unis (55,5 Mds USD, soit 17,2 % du stock total d'IDE), légèrement devant les Îles Caïmans (46,3 Mds USD ; 14,3 %) et l'Inde (25,0 Mds USD ; 7,7%). La France représente 1 % du stock d'IDE (3,1 Mds USD ; contre 7,3 % en 2018) mais elle progresse fortement par rapport en 2018 (+28,8 % ; 2,4 Mds USD).

Les flux net d'IDE vers Maurice s'élèvent à 2,8 Mds USD en 2019, après avoir été négatifs l'année précédente (-11,1 Mds USD). Par pays, ces flux nets positifs s'expliquent principalement par des flux entrants totaux de 18,9 Mds USD dont plus de la moitié sont en provenance de Hong Kong (21,2 %, soit 4 Mds USD), des Îles Caïmans (18,8 % ; 3,6 Mds USD) et d'Afrique du Sud (15,6 % ; 3 Mds USD). Ils compensent largement des flux sortants totaux de 16,1 Mds USD concentrés aux trois quarts autour de trois pays : près de la moitié des Etats-Unis (45,9 %, soit -7,4 Mds USD), suivis des Emirats Arabes Unis (21,8 % ; -3,5 Mds USD) et du Royaume-Uni (6,9 % ; -1,1 Md USD).

Les flux d'IDE français en direction de Maurice ont atteint 695,3 MUSD en 2019. Selon la Banque de France, les secteurs prisés par les investisseurs français à Maurice en 2018²⁴ sont les activités des *holding* et l'immobilier.

La présence économique française à Maurice est importante à travers 170 implantations d'entreprises présentes, majoritairement des ETI et des PME. Parmi les grandes entreprises françaises, sont présentes : Accor, ADP, Air France, Altice, Bolloré, CMA-CGM, Colas, Engie, Orange, Schneider Electric, Total ou Veolia. Plusieurs sociétés sont implantées dans une démarche de délocalisation de services (centres d'appels, comptabilité, traitements de données, recouvrement de créances, solutions informatiques...), pour leur propre compte (Axa, Amaris, BlueLink, Outremer Telecom ...) ou pour le compte de clients (Bipio, Euro CRM, Infomil, Linkbynet ...). Certains domaines d'activité attirent plus particulièrement les opérateurs français, à l'image des TIC (services informatiques, édition de logiciels) et la « relation clients à distance ». Les autres secteurs prisés sont la grande distribution (GBH, qui représente Carrefour, les franchises de Super U, Monoprix, Intermarché, Mr. Bricolage ou Décathlon), le tourisme (franchises d'Accor, Club Med) et l'énergie (Albioma, Quadran, Green Yellow, Akuo Energy).

Les groupes mauriciens ont également entamé une ouverture de leur capital aux investisseurs français ces dernières années. C'est notamment le cas du groupe Ciel qui a ouvert son capital depuis 2014 à des fonds d'investissements et *holding* français à hauteur de 22%, notamment Proparco, FFP Invest (Peugeot), Dentressangle Initiatives SAS ou le groupe Marc Ladreit de Lacharrière. Proparco est également présente depuis 2009 au sein de Bank One (groupe Ciel), au capital d'AfrAsia Bank (groupe IBL) et au capital de Ciel Healthcare (groupe Ciel, secteur santé).

²⁴ Dernières données disponibles

Sur le plan bilatéral, la France et Maurice ont signé une convention fiscale de non-double imposition (NDI) en décembre 1980 (amendée en juin 2011). Un accord de protection des investissements (API) a également été signé en mars 1973 et amendé en mars 2010. Il garantit aux investisseurs un traitement juste et équitable, une exception au libre transfert de capitaux en cas de difficultés de balance des paiements et la possibilité de recours à l'arbitrage international du CIRDI en cas de différend.

Le stock d'IDE mauriciens à l'étranger s'établit à 272,7 Mds USD, à 79,3% composé de prises de participation (216,4 Mds USD) et à 20,7% d'instruments de dette (56,4 Mds USD). Cinq pays concentrent les deux tiers des IDE sortants mauriciens : l'Inde (120,5 Mds USD, soit 44,2 % du stock total), Singapour (21,7 Mds USD ; 8 %), le Royaume Uni (20,3 Mds USD ; 7,4%), l'Afrique du Sud (9 Mds USD ; 3,3%) et les Îles Caïmans (7,5 Mds USD ; 2,8 %). La France accueille pour sa part 295 MUSD d'IDE mauriciens en 2019.

L'environnement des affaires à Maurice est attractif et constitue l'un de ses points forts : l'Île Maurice est classé 13^{ème} du classement *Doing Business* 2020 de la Banque mondiale, sept places de mieux que l'année précédente. Le pays maintient son premier rang africain, devant le Rwanda et le Maroc. Il est particulièrement attractif pour le paiement des taxes et impôts (5^{ème} place), l'obtention d'un permis de construire (8^{ème} place) et la protection des investisseurs minoritaires.

Par ailleurs, la République de Maurice est sortie de la liste grise des « juridictions sous surveillance accrue » du Groupe d'Action Financière (GAFI) le 21 octobre dernier, soulignant les efforts déployés par le pays en matière de renforcement de son système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cela permettra ensuite la sortie de la liste noire de l'Union européenne contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Figure 1 : Evolution du stock d'IDE à Maurice, 2009-2019, M USD

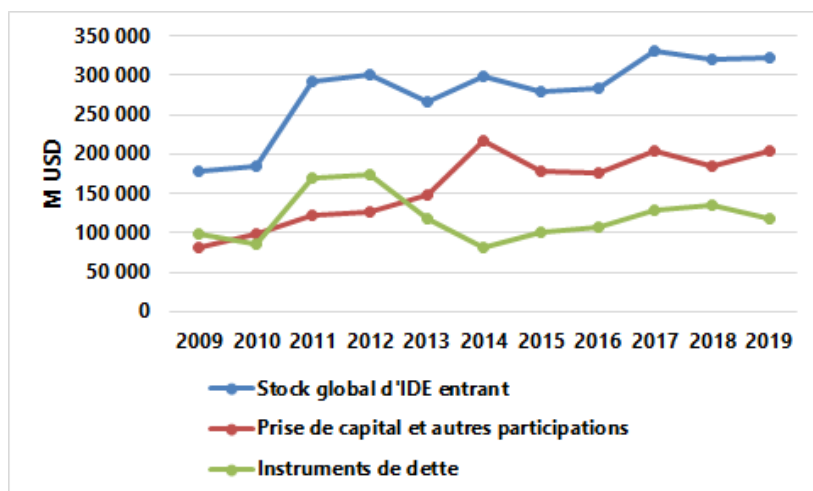
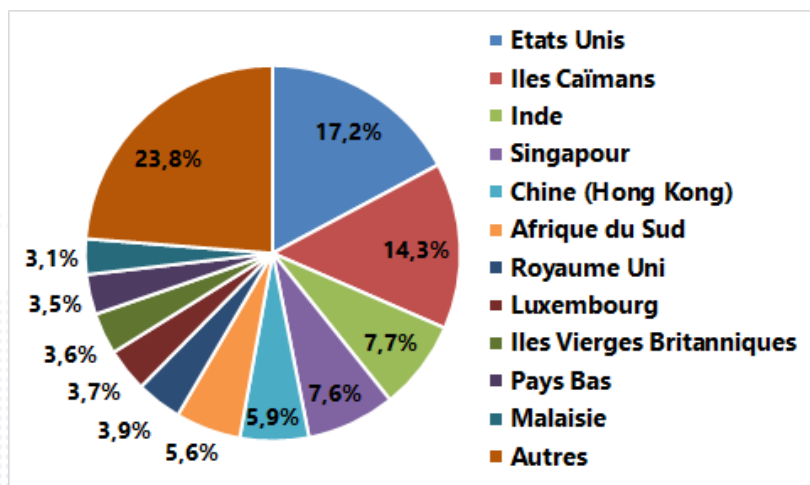


Figure 2 : Décomposition du stock d'IDE entrant par pays partenaire (en %), 2019



Océan Indien– Seychelles *Par le SE de Tananarive*



Investissement directs étrangers (IDE) et français aux Seychelles

En 2019, le stock global d'IDE entrants aux Seychelles s'établit à 3,1 Mds USD soit quasiment le double de son PIB (1,6 Md USD en 2019). La France est le 9^{ème} investisseur aux Seychelles, où les principaux détenteurs du stock d'IDE sont Malte, Maurice et la Chine. La France a vu son stock d'IDE diminuer en 2019 (-18,5 %). L'archipel est sorti le 5 octobre dernier de la liste noire de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, soulignant les efforts déployés par le pays en matière de mise à jour de sa législation, réglementation et de ses pratiques afin de se mettre en conformité avec les standards européens. Le stock d'IDE seychellois à l'étranger atteint 9,6 Mds USD, aux deux tiers concentrés en Chine, à Malte et en Indonésie.

Les Seychelles sont une destination attractive pour les investisseurs étrangers : en 2019, le stock des investissements directs étrangers (IDE) s'y établit à 3,1 Mds USD, en hausse de 5,8 % par rapport à 2018. Le stock de prise de capital et autres participations augmente de 7,3 % pour s'établir à 2,3 Mds USD et le stock d'instruments de dette suit la même tendance (+2,7 %), atteignant 380,4 M USD en 2019.

Le principal investisseur est Malte (586,7 MUSD, soit 18,9% du stock total d'IDE), devant Maurice (414,9 MUSD ; 13,4%) et la Chine (385,2 MUSD ; 12,4%). La France est le 9^{ème} investisseur aux Seychelles, concentrant 5,5% du stock d'IDE en 2019 (171,5 MUSD ; contre 7,2% en 2018), en recul de 18,5 % par rapport à 2018 (210,4 MUSD).

Les flux nets d'IDE vers les Seychelles s'élèvent à 170,5 MUSD en 2019, en forte diminution de 87,6 % par rapport à 2018 (1,4 Md USD). Par pays, les flux nets se répartissent en flux entrants de 269,1 MUSD, dont près de la moitié proviennent de Maurice (47,5%, soit 128,6 MUSD). Ils compensent largement des flux négatifs de 98,3 MUSD dont 39,5% viennent de France.

Les flux d'IDE français en direction des Seychelles sont négatifs en 2019 (-38,3 MUSD). Les secteurs prisés par les investisseurs français aux Seychelles en 2018²⁵ sont les activités de conseil en gestion et l'immobilier.

Un nombre limité d'entreprises françaises disposent formellement d'une filiale aux Seychelles. Le secteur de la pêche en concentre l'essentiel. Le groupe Jaccar utilise le port de Victoria comme base logistique pour sa filiale réunionnaise, l'armateur Sapmer. Dans le cadre d'une joint-venture avec un partenaire public seychellois, le groupe a construit à Victoria un quai de 425 m pour débarquer les thons pêchés par Sapmer. Les autres secteurs concernés sont le BTP (Eiffage) et les services (Servair, AGS). Sur le plan bilatéral, la France et les Seychelles ont signé un accord de protection des investissements (API) en mars 2007, mais ne sont pas liées par une convention fiscale de non-double imposition (NDI).

En 2019, le stock d'IDE seychellois à l'étranger s'établit à 9,6 Mds USD. Trois pays concentrent près des deux tiers des stocks d'IDE seychellois à l'étranger : la Chine (2,3 Mds USD, soit 24,1 % du stock total), Malte (1,8 Mds USD ; 18,8%) et l'Indonésie (1,6 Mds USD ; 16,5 %). Les données sur le stock d'IDE seychellois en France ne sont pas disponibles.

L'environnement des affaires aux Seychelles est attractif et la gouvernance seychelloise est l'une des meilleures du continent africain. Le pays est 3^{ème} sur 54 pays africains pour l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance derrière Maurice et le Cap Vert. Par ailleurs, les Seychelles sont sorties de la liste noire de l'Union européenne (UE) des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales le 5 octobre dernier, soulignant les efforts déployés par le pays en matière de mise à jour de sa législation, réglementation et des pratiques afin de se mettre en conformité avec les standards européens.

²⁵ Données Banque de France - Dernières données disponibles

Figure 1 : Evolution du stock d'IDE aux Seychelles, 2009-2019, M USD

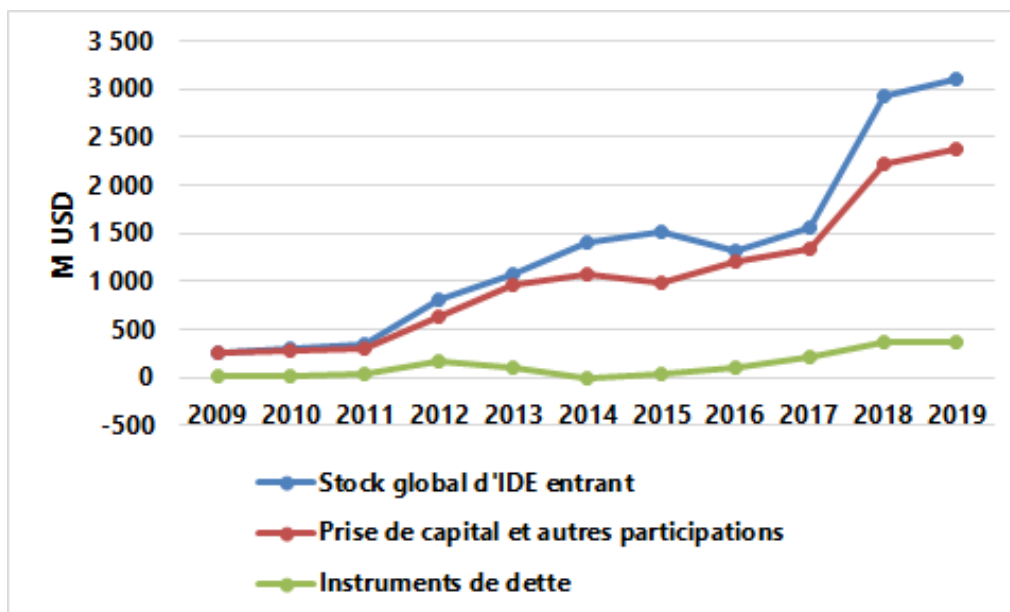
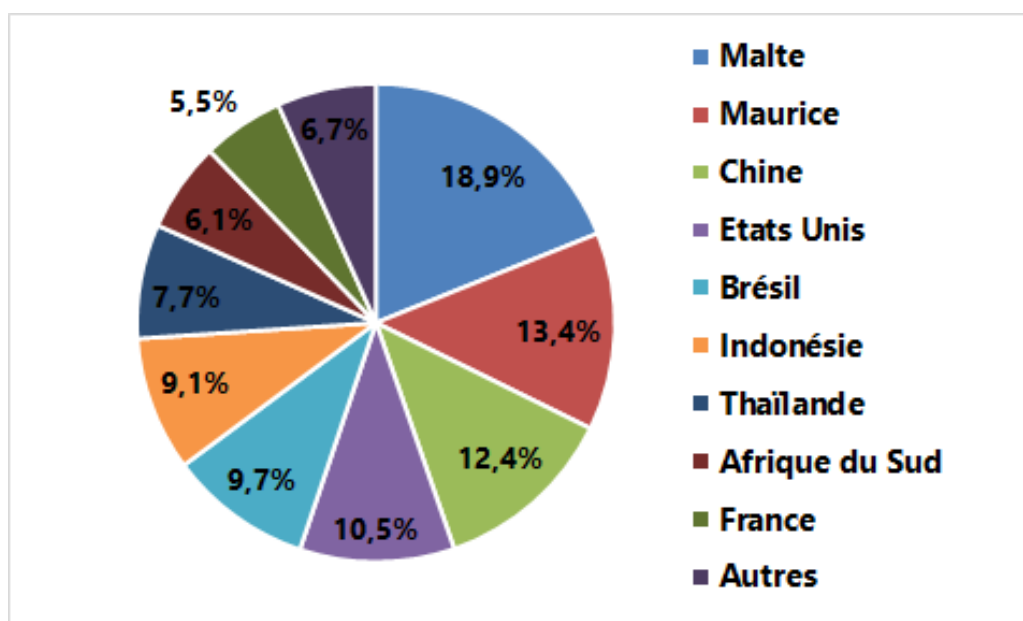


Figure 2 : Décomposition du stock d'IDE entrant par pays partenaire (en %), 2019





Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	0,9	27,7	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	2,2	2,7	0,2	0,7
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	160	149	52	27
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	1,2	13,2	10,9	1,1
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	1 355	462	8 619	11 701
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-0,5	-6,1	-14,9	-12,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	0,8	4,2	2,5	1,2
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,0	-4,3	-11,9	-18,4
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	22,3	46,0	96,9	96,5
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	24,1	33,5	21,1	43,8
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-14,8	-10,2	-23,5	-39,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	35,6	378,0	554,8	56,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	13,8	562,7	261,2	102,4
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,7	-5,3	-12,6	-29,5
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	11,5	3,5	1,2	1,4
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	5,9	3,5	7,9	2,0
Développement				
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,6	77,6	0,2	1,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,20	0,13	3,35	5,42
Notation Dette Souveraine				
<i>S&P</i>	-	-	-	-
<i>Moody's</i>	-	-	Baa2(-)	-
<i>Fitch</i>	-	-	-	B
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur **</i>	1,04	-	1,85	4,94

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtrésor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtrésor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtrésor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtrésor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.santos@dgtrésor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : sary.zoghely@dgtrésor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor